

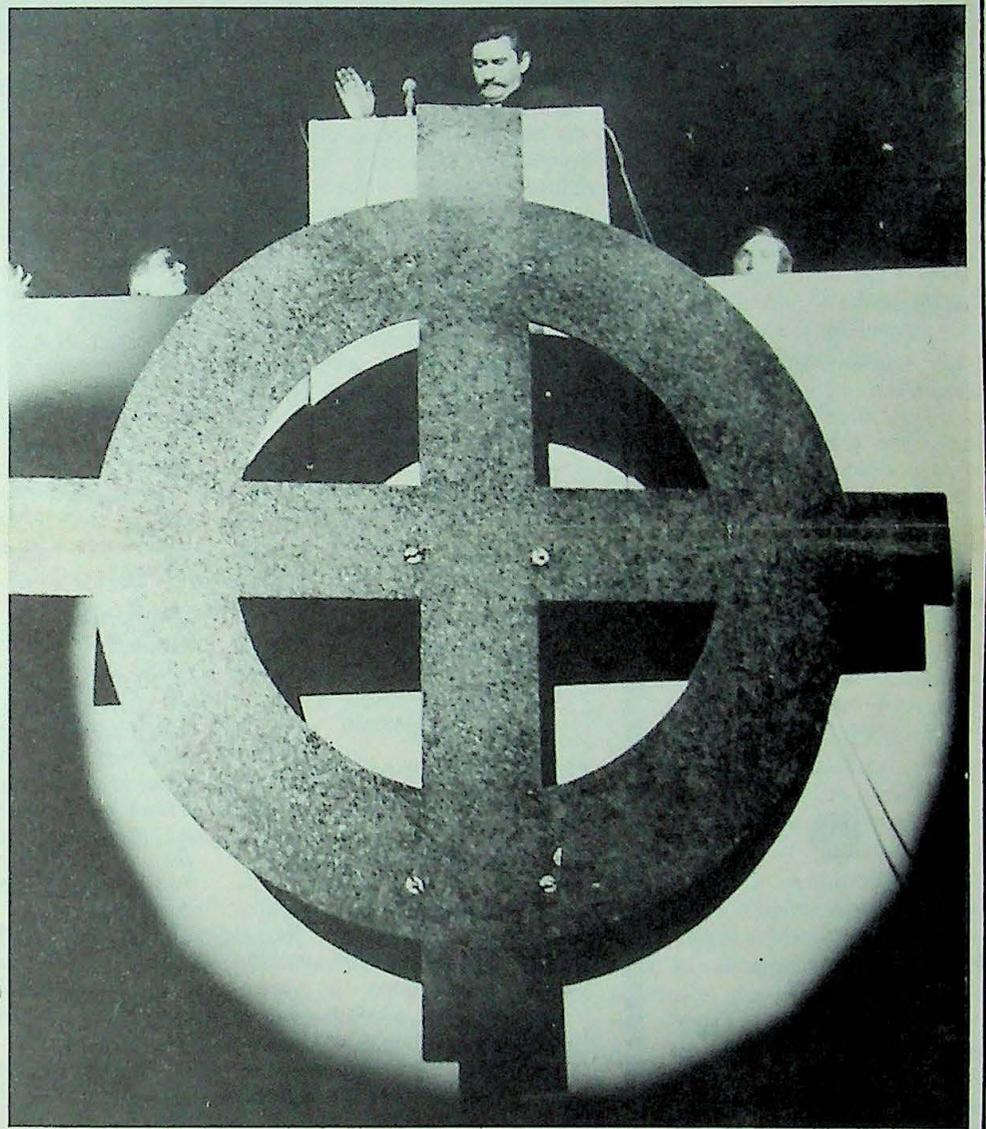
tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 489, 1,50 F
JEUDI 18 MARS 1971



Echec aux



A.D.N.P.



bandes fascistes

Municipales

Bien des enseignements peuvent être tirés du scrutin de dimanche dernier. Aux éléments généraux (désaffection stabilisée du corps électoral) que souligne Michel Rocard (page 3), il faut ajouter l'étude des résultats chiffrés. C'est dans l'étude à laquelle s'est livré Jacques Gallus (page 8) qu'on relèvera les traits dominants : stagnation de la majorité, effritement du centre et de la gauche traditionnelle, percée des révolutionnaires.

Turquie

Un cabinet militaire se présentant comme progressiste vient de succéder, à Ankara, au gouvernement Demirel. Mais la lutte des classes traverse aussi l'armée. Car les vrais problèmes, en Turquie, comme ailleurs, sont ceux que posent les luttes des travailleurs. C'est le bilan d'une année où elles furent particulièrement riches, que trace Jean-Yves Romo (page 12).

Poitiers

En décembre, on s'était battu sur le campus parce que la route nationale le traversait et tuait les étudiants. Et puis, ça s'était tassé. Mais ça vient de repartir à propos d'heures d'anglais non assurées. Cette lutte, que relate notre correspondant en page 10, pose un certain nombre de problèmes théoriques : le rôle de la violence révolutionnaire, le rapport entre action minoritaire et action de masse, la place des militants révolutionnaires dans et hors de l'université.

Photos dans ce numéro :
Collombert (p. 4).
A.F.P. (p. 8, 9, 13, 14, 15).
A.G.I.P. (p. 12, 13).

La rédaction réserve ses droits sur les autres clichés.

TRIBUNE CULTURELLE



Un conformiste peu conforme

L'ère mussolinienne a — ne serait-ce que par ses 20 ans de durée — marqué toute une génération italienne. Bernardo Bertolucci avec « **Le Conformiste** » explique comment le fascisme italien a pu fasciner certains individus. Son film a donc voulu saisir les motivations forcément individuelles et psychologiques d'un engagement à un mouvement social et collectif. Mais l'exemple qu'il a choisi est très limitativement situé puisqu'il s'agit d'un jeune bourgeois intelligent et cultivé. Il n'est donc pas question des raisons de l'adhésion au fascisme de certaines couches populaires. Bertolucci a délaissé l'engagement concret et caractéristique d'un instituteur comme Mussolini pour l'engouement nationaliste, ambigu et solitaire d'un d'Annunzio.

Comment peut-on être fasciste ?

Marcello Clerici aurait eu une enfance complètement terne s'il n'avait pas été violé par le chauffeur de la famille (Pierre Clémenti) sur lequel il décharge un revolver. Son père radote dans un asile, frappé de folie d'origine syphilitique, et sa mère essaie de fuir dans les bras de son chauffeur les affres d'une vieillisse refusée.

Cette lourde hérédité insinue chez Marcello le doute sur la normalité de ses actes et de son état. Aussi vise-t-il à se payer une vertu de conformiste. A tout prix, il veut être Monsieur tout le monde, et pour cela, devient un fanatique des institutions établies : Etat, famille et patrie. Il va se marier à une petite bourgeoise aux idées aussi petites que sa vertu. Mais ce prix payé à la société n'est pas encore suffisant. En tant qu'inspecteur de police, il est convoqué au P.C. fasciste de Vintimille, installé dans un bordel ; on lui demande de profiter de son voyage de noces à Paris pour reprendre contact et assassiner son ancien maître de faculté en exil, le très libéral et philosophe professeur Quadri.

Les hésitations de Marcello seront à l'image de sa courdisse. Au petit matin dans un bois, Quadri sera poignardé et son ancien élève n'aura ni le courage d'achever, ni celui d'intervenir pour la femme du professeur dont il est pourtant amoureux.

En 1943, à Rome, le général Badoglio destitue le Duce. La tragi-comédie du fascisme est finie. Dans la foule enthousiaste Clérici reconnaît le chauffeur de la famille qu'il croyait avoir assassiné quand il était enfant. Sa lâcheté éclate : en pleine crise aiguë de délation, il dénonce ses anciens compagnons.

Une création remarquable

Pour suivre ce cheminement au fascisme militant, Bertolucci s'est attaché à traduire avec génie un climat d'époque. Quelques éléments physiques : pavés mouillés, brouillard feutré, silence bruissant de la forêt, rendent bien plus vivante l'ambiance historique que la pacotille de la reconstitution. L'écran semble imprégné d'une pâte qui fait penser à Sternberg. Dans le rôle de Marcello Clerici, J.-L. Trintignant reprend là un rôle de fasciste qu'il avait déjà magistralement assumé dans « **Le combat dans l'île** » d'Alain Cavalier. Son interprétation sobre et retenue contribue aussi à la réussite de ce retour à l'histoire.

Des frissons au système

Frappé par l'impossibilité de trouver une solution pour une participation réelle à la lutte politique italienne, Bertolucci a voulu sortir de l'impasse qu'il ressent en contribuant à démêler l'imbroglio d'un passé récent qui n'est pas sans influence sur les combats d'aujourd'hui. Mais ce révolutionnaire d'origine bourgeoise l'a fait sans trop d'illusion. « **Un syndicaliste peut donner des frissons au système, un film est toujours englouti.** » Ces sentiments d'impuissance du réalisateur illustrent parfaitement et à notre grand regret sa propre filmographie, et particulièrement cette dernière

œuvre. Il est à craindre que ce tarabiscotage formel des événements historiques ne fasse les délices des bourgeois que Bertolucci conteste pourtant avec conviction dans son film. En effet, les situations ou l'analyse des personnages ne justifient pas toujours ces fioritures baroques. Bertolucci s'ingénie avec la méticulosité d'un orfèvre à surcharger certains plans. L'alchimie des pastels révèle aussi un figelage trop léché.

Car le cinéaste militant qui manie un mode d'expression visuel peut jouer avec doigté sur le clavier des sensations, mais pour mieux conduire le spectateur à la réflexion. Par contre, la recherche plastique qui se dégage du « **Conformiste** » ne s'adresse pas trop exclusivement à l'émotion et certains frissons suscités ne relèvent que d'un esthétisme gratuit. Le mécanisme narratif du film s'en trouve, du reste, à maintes reprises, atteint ; et c'est pourtant ce qui, dans le roman, avait fasciné Bertolucci. Par exemple, une attention forcenée est exigée du spectateur pour suivre les méandres psychologiques et amoureux de la jeune femme du professeur Quadri sur lequel le film traîne un peu, au détriment de l'analyse du fascisme.

Les virgules révolutionnaires

Ces réserves ne font que situer les limites de l'œuvre mais n'effacent pas l'intérêt de l'entreprise de Bertolucci. Ce dernier a su extirper du roman de Moravia, tout le fatras idéologique des réflexions sur la destinée transcendée en maîtresse de l'histoire humaine. « **Si on veut dire quelque chose, il faut mettre les virgules révolutionnaires.** » Cependant, il n'est pas certain que Bertolucci les ait mises suffisamment nettement pour que ce genre de motivations psychologiques analysées par le film ne cache pas en définitive l'essentiel : la responsabilité de la bourgeoisie obligée de confier ses basses œuvres à la vermine fasciste pour assurer la pérennité de sa domination. □

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Françoise Claire, Michèle Descolongs, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Christian Leucate, Alain Moutot, Dominique Norez, Jean-Yves Romo, Lucien Saintonge, Eliane Schweitzer, Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue de Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 28.000 exemplaires

PANTHÉON

Paysage
après la bataille

V.O. - Couleurs

Un film de WAJDA

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Les révolutionnaires progressent... même aux élections !

Michel Rocard

Les élections municipales sont sans doute en France les plus difficiles à analyser : la nature réelle des coalitions nouvelles qui assument des responsabilités municipales sans avoir annoncé de couleur politique nette ne se dégagera qu'avec le temps. Mais le scrutin du 14 mars, 1^{er} tour de la consultation municipale, n'en fait pas moins apparaître quelques éléments qui méritent l'attention des militants révolutionnaires.

Le Président de la République a à demi réussi une partie de sa tentative, celle qui consistait à limiter la signification politique du scrutin, et raté l'autre : celle qui consistait à renforcer l'implantation locale de l'U.D.R.

Mais la dépolitisation se paye : le pourcentage important des abstentions est la marque d'une désaffection des Français vis-à-vis de leurs institutions, y compris celles qui les concernent de très près comme les communes. A jouer le jeu de la dépolitisation, M. Pompidou confirme aux Français que leurs suffrages ne peuvent en aucun cas changer grand chose d'essentiel. Ils s'en souviendront quand l'acuité de leurs problèmes quotidiens les amènera à souhaiter vraiment que quelque chose change !

En ce qui concerne les suffrages exprimés, les enseignements du scrutin sont également significatifs. En premier lieu, l'importante prime dont bénéficient les maires sortants montre une fois de plus à quel point notre système politique est contrôlé par une caste de notables. La centralisation politique, l'autoritarisme de bien des maires, l'effort persistant pour camoufler les choix politiques derrière une façade gestionnaire, tout cela complique beaucoup la découverte par les électeurs des choix politiques réels qui s'offrent à eux. Dans ces conditions, les conseils sortants, pour peu qu'ils ne soient pas trop malhabiles, peuvent trouver dans leur « connaissance des affaires » un argument de poids, d'un maniement d'autant plus sûr que le secret des dites affaires enlève aux listes d'opposition toute possibilité d'être réellement informées.

En second lieu, la majorité U.D.R. marque le pas ou régresse partout. Son apparente progression à Paris ne doit pas tromper : elle ne fait que récupérer une partie des voix de Tixier-Vignancour en 1965. Comme le disait Edgar Faure, l'ouverture ne se fait qu'à droite... Encore n'entraîne-t-elle aucun bénéfice : à Paris la somme des voix U.D.R. plus Ordre Nouveau de 1971 est inférieure à la somme des voix U.N.R. plus Tixier-Vignancour de 1965. Et partout ailleurs la tentative de la coalition gouvernementale d'étendre son contrôle sur le pays a pratiquement échoué. Les seules zones où l'U.D.R. enregistre des progrès sont celles, dans le Midi notamment, où une situation d'économie assistée et de sous-emploi crée des phénomènes de clientèle en faveur du pouvoir beaucoup plus qu'un ralliement politique à une force clairement définie.

Cette situation n'est pas sans conséquences. L'U.D.R. n'a pas pu placer beaucoup d'hommes en bonne position pour les prochaines législatives. Elle ne constitue pas une force d'attraction. Ses appréhensions devant les échéances économiques, sociales ou politiques prochaines ne peuvent que croître. L'incertitude au sein du parti au pouvoir peut le conduire à des erreurs

et des divisions, comme elle peut l'amener à se durcir et à chercher son salut dans une répression accrue.

En troisième lieu, il faut noter le tassement du centre, qui n'existe que par ses notables en place, mais ne réussit pas à en promouvoir de nouveaux. C'est un facteur d'assainissement politique.

En quatrième lieu, ce qui se passe à gauche est révélateur. L'union de la gauche dans des alliances floues, aussi bien par leur contenu que par leurs partenaires, ne fait plus recette. Si l'on excepte les cas où joue la prime aux maires sortants, il y a stagnation ou régression partout, notamment à Paris.

Le Parti communiste lui-même, lorsqu'il s'est retrouvé seul, enregistre une stagnation non négligeable, dans la banlieue parisienne par exemple.

Moins qu'un mouvement d'ensemble significatif, tout cela montre la désorientation d'un corps électoral qui en dehors du cas de maires sortants puissants, n'a guère trouvé d'orientation et de force politique susceptible d'exprimer sa volonté de changement.

Dans de telles conditions politiques, les résultats obtenus par le P.S.U. méritent attention. Notre campagne insistait sur la nécessité d'une plate-forme politique nette, c'est-à-dire, notamment, sur la liaison entre le travail municipal et le combat d'ensemble des travailleurs sur leurs lieux de production. Elle insistait aussi sur la nécessité d'alliances claires, entre forces d'orientation socialiste déclarée, ce qui excluait évidemment les radicaux ou les centristes. Elle prenait enfin, aussi souvent que possible, le relais des luttes de masse menées soit dans les entreprises, soit à propos du cadre de vie, sur les problèmes de transport ou d'aménagement urbain.

Les résultats conduisent à une première constatation : le nombre des listes d'union populaire présentées par le P.S.U. fut insuffisant. Notre présence, un peu plus légère que ne l'aurait permis l'état de nos forces, limite quelque peu le bénéfice politique du résultat.

En effet, la seconde constatation est qu'en moyenne les résultats obtenus par les listes d'union populaire sont honorables. Notre progression est très sensible dans les banlieues de nombreuses grandes villes, nous faisons mieux que nous maintenir à Paris et à Lyon, nous nous consolidons largement dans une vingtaine de villes de plus de 30 000 habitants. Il est probable aussi, encore qu'il y faille une analyse plus détaillée, que la clarté de notre plate-forme a bénéficié aux alliances que nous avons passées avec d'autres partis de gauche dans un certain nombre de villes. Et ce n'est pas un mince succès que d'avoir, en région parisienne, mené cette bataille aux côtés de Lutte Ouvrière et fait comprendre aux électeurs que cette organisation révolutionnaire avait sa place dans la lutte des forces liées aux travailleurs.

C'est forts de ces premiers succès que nous aborderons, en pleine clarté, le scrutin de dimanche prochain. Notre tactique pour le second tour de ces élections sera le prolongement logique de nos choix pour le premier. Le P.S.U. se désiste pour les forces de gauche dont il ne fait aucun doute qu'elles sont aux côtés des

travailleurs dans leurs luttes. Il refuse en revanche de soutenir des forces qui se trouvent en position centriste sur l'échiquier politique, même si elles s'appellent socialistes ou radicales. De ce point de vue, nous ne serons pas aux côtés de ceux qui acclament Georges Marchais lorsque celui-ci annonce qu'un parti qui se veut représentatif des travailleurs a décidé de soutenir des hommes comme Augustin Laurent et Louis Bazerque. Le secrétaire général du Parti communiste les nomme et, sous les ovations, s'auto-félicite de son attitude unitaire.

C'est sans doute pour ne pas gâcher ce climat d'euphorie qu'il a omis de préciser qu'à Grenoble, il ne se désistait pas pour des socialistes authentiques mais se retirait purement et simplement, laissant notre liste affronter seule la réaction. Curieuse tactique qui s'apparente davantage au règlement de comptes qu'à une attitude politique claire. Pour nous, nous ne ferons pas d'accroc à l'unité nécessaire. Quelle que soit la taille des villes ou les situations locales, sur les bases qui sont celles de leurs luttes, nous construirons inlassablement le rassemblement des travailleurs. Il ne fait guère de doute que, petit à petit, les gens y verront clair et comprendront qu'en matière d'unité, il faut en parler un peu moins et la faire un peu plus.

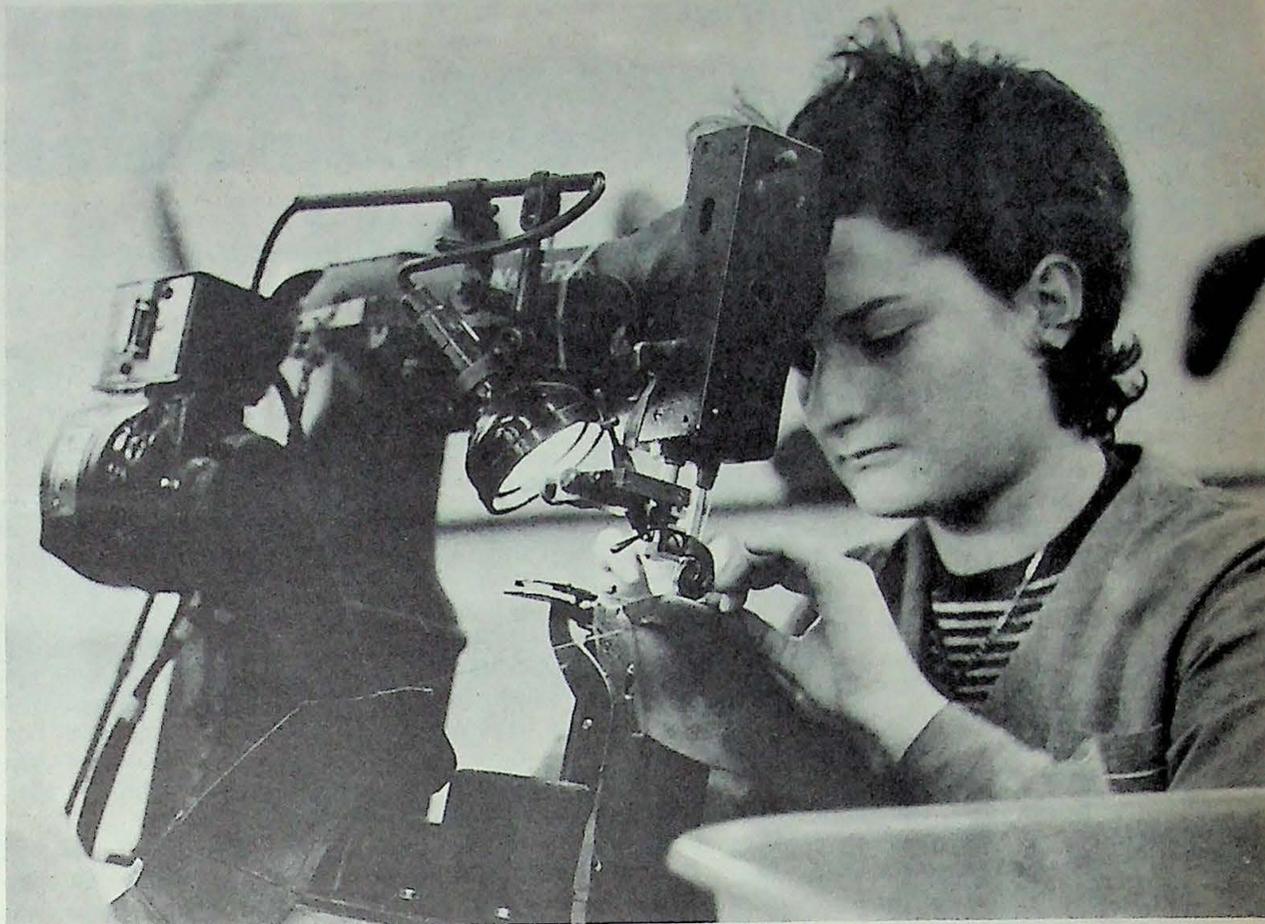
Car il ne faut pas se leurrer. Nos premiers succès de ce dimanche électoral ne sont pas encore suffisants pour présenter aux travailleurs une alternative socialiste solide au régime actuel. Il reste que le mirage de l'action purement électorale égare encore de très nombreux travailleurs. Ce scrutin, qui est dans l'ensemble un scrutin d'immobilisme, les convaincra sans doute que le véritable combat contre le capitalisme se livre ailleurs, sur les lieux mêmes de la production. Cela reste en tous cas la tâche des militants révolutionnaires et du P.S.U. en particulier que de mener la lutte de classe de manière telle que la masse des travailleurs s'y sente engagée. Malgré sa progression le courant révolutionnaire est faible encore, mais la situation politique est celle d'un affaiblissement du régime. Nos chances sont donc grandes, elles dépendent de notre capacité à traduire, dans la vie locale notamment, les aspirations des travailleurs plutôt qu'à nous couper d'elles. Le sectarisme est la tare des stratégies politiques incertaines. Ce scrutin confirme suffisamment nos analyses pour que nous puissions nous en garder. L'enjeu de la lutte qui va reprendre dans le pays pour capitaliser ces résultats n'est autre que notre capacité de vaincre.

Parisiens,

**Tous sur la Butte Montmartre
le 21 mars**

Fête de la Liberté

organisée par le Parti Socialiste Unifié, la Ligue communiste, l'A.M.R., Vive la Révolution, la Cause du Peuple et le groupe Révolution.



Sur le front des luttes

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

SUR LA COMMUNE DE PARIS

- La guerre civile en France, K. MARX 3,85 F
- Histoire de la Commune de 1871, P.O. LISSAGARAY 9,90 F
- La Commune : Histoire et souvenirs,
Louise MICHEL, 2 vol. 11,80 F
- Les 31 séances officielles de la Commune de Paris 15,00 F
- Les Communards, AZAMA et WINOCK 7,50 F
- Paris libre : 1871, J. ROUGERIE 8,00 F

Disques

- A l'assaut du ciel — La Commune de Paris :
Musique de J. KOSMA, texte de Henri BASSIS,
1 disque 33 t. 25,50 F
- La Commune en chantant, MOULOUDJI, A. MESTRAL
Francesca SOLLEVILLE, etc., 2 disques 30 cm 35,00 F

SUR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

- Le Parti Communiste Français, A. BARJONET 16,50 F
- Les communistes français, A. KRIEDEL 8,00 F
- La bolchevisation du P.C.F. (1923-1928), JEDERMAN 8,70 F
- Le P.C.F. et la question coloniale (1920-1965),
J. MONETA 18,10 F
- Les quatre premiers congrès de l'Internationale
communiste 15,00 F
- Moscou sous Lénine (1920-1924), A. ROSMER, 2 vol. 11,80 F
- L'Internationale communiste, D. DESANTI 25,75 F

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paielement à la commande

● A Charmes

Une grève très dure a éclaté, du 2 au 16 mars, aux établissements Devanay-Recoing, à Charmes-88. 231 employés, forte majorité de femmes faisant de la confection.

Les conditions de travail y sont particulièrement pénibles.

Les revendications des travailleuses qui ont occupé pendant plus de huit jours le réfectoire de l'usine — jour et nuit — ont porté sur : l'obtention d'un salaire minimum garanti de 5 F ; l'annulation des lettres d'avertissement ; de meilleures conditions de travail.

Le mouvement a été suivi par des ouvrières dont c'était la première grève.

L'usine date de deux ans — seule la C.F.D.T. est implantée.

Mais la combativité s'est renforcée. Devant le refus de la direction d'accorder à tous les 5 F de l'heure pour conserver la possibilité de diviser les travailleurs entre catégories différentes, la grève se poursuit.

● A Rambervilliers

Les travailleurs de l'usine Boucher de Rambervilliers-88 — papeteries, 285 ouvriers — ont déclenché le 2 mars une grève illimitée, menée par la C.F.D.T.

Leurs revendications formulées : la révision des qualifications et l'obtention de 0,20 F de plus à l'heure.

La direction a systématiquement refusé de donner satisfaction aux grévistes.

Le conflit s'est durci et un piquet de grève a bloqué l'usine, empêchant le personnel administratif et les cadres de pénétrer dans l'établissement.

Un ingénieur — en Alfa-Roméo — s'est même permis le luxe de foncer sur le piquet de grève, renversant un gréviste qui a porté plainte.

Apeurée, la direction a accordé, après 12 jours de grève, l'essentiel des revendications formulées par les travailleurs.

A Rambervilliers, la lutte a été payante.

Éditions du P.S.U.

POUR UNE PALESTINE UNIFIEE

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

Le vrai visage du patronat

De notre correspondant

Depuis quelques années, une nouvelle entreprise de plâtrerie-peinture s'est installée à Besançon. C'est Duina, dont le siège social est à Paris. Elle possède ainsi trois chantiers en France où elle exerce ses activités (Paris, Bordeaux, et Besançon où elle compte cinquante salariés). Pour battre les concurrents, elle passe des marchés à des prix tellement bas qu'elle est obligée d'économiser partout. Cadences accélérées ; travaux défectueux parce que réalisés trop vite et qui écœurent les ouvriers, ré-

voie de garage qu'elle représente, et le temps qu'elle prend.

La révolte

Alors la colère des travailleurs éclate et vendredi soir, 12 mars, devant le refus obstiné de la direction, ils décident d'occuper l'atelier et de garder le directeur de Besançon dans son bureau ; il a le téléphone, il peut recevoir des visites.

Dans la soirée l'inspecteur du travail et le commissaire de police vien-

la maison concernant les « relations » avec ses employés qui indiquent nettement la volonté de répression patronale (proscription de l'action politique et de l'action syndicale).

Dans la matinée du samedi 13, la direction parisienne fait savoir qu'elle maintient sa position et qu'elle viendra le dimanche 14, mais à 15 heures, pour négocier « la fermeture de ses chantiers ». Ce n'est plus quatre travailleurs licenciés, mais cinquante.

La répression

A partir de ce moment, la répression du pouvoir intervient et le samedi à 12 h. 30, la police expulse les travailleurs par la force (photo ci-contre) et « libère » les messieurs de la direction.

C'est clair, une fois de plus, la police est là pour maintenir l'ordre patronal, et seconder par sa répression celle des possédants.

Les travailleurs reprennent place dans les locaux et décident de continuer l'occupation jusqu'à ce que la direction parisienne arrive.

Un mouvement de solidarité s'ébauche alors à Besançon et c'est accompagnée de deux cents travailleurs que la délégation syndicale, se rend au rendez-vous du dimanche à 15 heures dans les locaux de l'Inspection du travail. On apprend alors que M. Duina, « fatigué », n'a pu venir et on ne sait d'ailleurs pas quand il arrivera... la farce patronale continue.

Au moment où nous écrivons, dimanche soir, les travailleurs de l'entreprise Duina, avec le concours des travailleurs d'autres entreprises de la ville continuent l'occupation des locaux. Ils décideraient le lundi 15 mars au matin des modalités d'action à mettre en place pour faire céder le patronat et obtenir la réintégration de leurs quatre camarades licenciés.

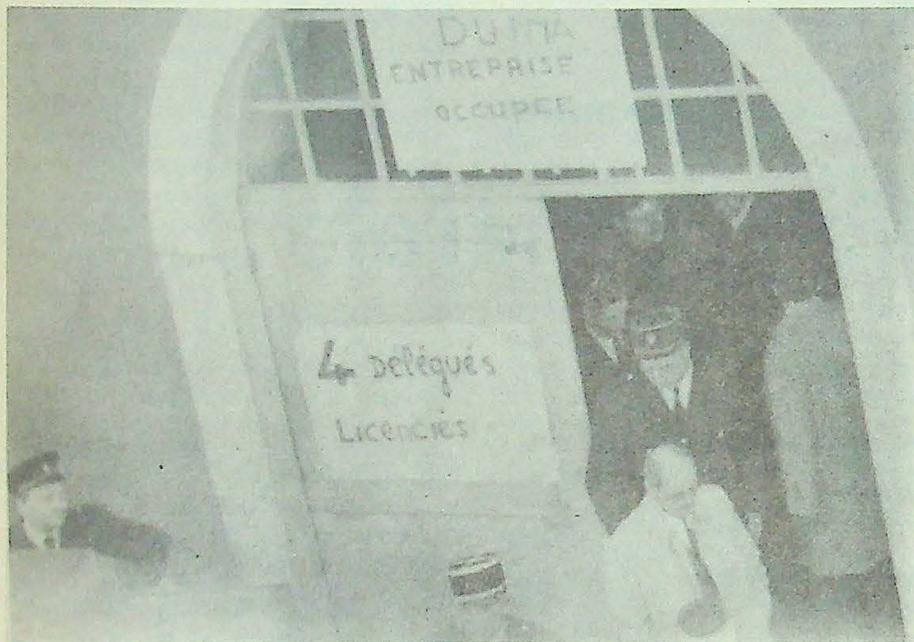
Le rôle du P.S.U.

L'action a été menée par les travailleurs de l'entreprise avec le concours de l'Union locale C.F.D.T. qui a constamment essayé d'amplifier la lutte et informé l'ensemble de la popu-

lation par une distribution de tracts devant les bureaux de vote le dimanche.

Les militants du P.S.U. ont participé dès le début à l'action entreprise en apportant leur aide matérielle et en organisant l'information au travers de la ville le samedi après-midi. Lors de l'intrusion de la police du samedi, il y eut quatre interpellations : un ouvrier de la boîte, le responsable de l'Union locale C.F.D.T., et deux militants ouvriers dont notre camarade Ch. Piaget, par ailleurs, tête de liste aux élections municipales. Cette candidature ne l'avait pas détourné du bon combat. □

● Dernière heure : Tous les gars licenciés ont été réintégrés le 16 mars.



gles de sécurité non respectées. Ainsi sur un chantier, un échafaudage de huit étages est installé sans garde-corps. Voilà qui explique le nombre des accidents mortels dans le bâtiment. Sur ce même chantier, pas de chauffe-gamelle, ni de table pour les repas et cela en décembre et janvier. Et tout le reste est à l'avenant : aération, chauffage, W.C. sordides. Pour la direction on peut économiser sur les travailleurs, d'autant que beaucoup d'entre eux sont des immigrés espagnols et algériens...

dront tenter de dissuader les travailleurs en leur distillant la sérénade classique. Le commissaire assure même qu'aucune action de force n'est envisagée. On connaîtra la vérité plus tard.

Mais les communications téléphoniques avec Paris laissent les ouvriers sur leur faim, le « grand patron » restant sur ses positions. La nuit se passe en discussions avec le patron local et un cadre de la boîte qui prend fait et cause pour la direction.

Au cours de cette action, les travailleurs découvrent les directives de

Verdun

Grève à l'ASTM

Par des températures ayant atteint jusqu'à moins 15 degrés, les mains gelées mais le cœur chaud, maintenant un piquet de grève jour et nuit, se réchauffant autour des cubulots apportés là pour la circonstance, la centaine de travailleurs que comprend les Ateliers de Sous-Traitance Mécanique (A.S.T.M.) de Verdun est passée à l'action pour obtenir l'application de la convention collective Métaux et de l'accord de mensualisation. Après six jours de grève, après pas mal de tergiversations de la direction et une manifestation dans les rues de Verdun, M. Dupont, patron de l'entreprise, a concédé ce que la section C.F.D.T. et les travailleurs réclamaient.

Notons au passage que ce même M. Dupont, il y a trois ans, avait sollicité les suffrages des électeurs pour les législatives et affirmait dans sa profession de foi « qu'ancien travailleur lui-même, il connaissait les problèmes des travailleurs », « que tous les travailleurs et les paysans ne se nourrissent pas de promesses mais de réalités » (sic), que s'il était élu il s'emploierait à pratiquer une politique sociale, à réduire les disparités de salaires, etc.

M. Dupont n'a pas été élu et le voilà aujourd'hui en face des réalités dont il parlait, mais des paroles aux actes, il y a un si grand chemin à parcourir... □

La riposte

C'est en face de cette situation que les travailleurs, qui ne veulent plus être traités comme des bêtes, s'organisent. Ils décident de créer une section syndicale C.F.D.T. et de faire procéder à des élections de délégués du personnel.

Le 17 janvier 1971, ils constituent une liste... deux jours après, les candidats reçoivent une lettre de licenciement. Motif : faute professionnelle. Le délégué syndical reçoit aussi une lettre de licenciement. Cet acte de répression patronale n'est pas dû à un hasard, mais c'est bien au contraire l'application des consignes de la direction.

Pendant plus d'une semaine, le syndicat C.F.D.T. négocie dans le calme et tente de faire réintégrer les quatre licenciés. Une procédure juridique est également engagée, mais on sait la

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.
- N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.
- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Levallois

Citroën en grève

Les conducteurs-receveurs sont embauchés sur la base de 4,75 F de l'heure. Au bout de quinze ans de maison ils peuvent espérer gagner 900 F par mois. De plus, ils sont soumis continuellement à un contrôle tatillon et répressif : un jeune chauffeur fait une erreur de 10 centimes sur le prix d'un billet, il écope de 3 jours de mise à pied. Ces brimades sont l'œuvre des cadres de l'entreprise, véritables chiens de garde d'une direction de combat.

La goutte qui fait déborder le vase

Un travailleur (militant C.G.T.) fait connaître par lettre à la direction son refus d'assurer, en plus de son travail journalier, un service nocturne une fois tous les deux jours. Quelque temps après, il fait une erreur de 1 franc dans son décompte journalier : il est immédiatement licencié et la direction, prétextant que c'est là une faute grave refuse de lui payer les indemnités de licenciement. Le 4 mars les chauffeurs réunis en assemblée générale votent la grève illimitée avec occupation des locaux.

L'organisation ouvrière

Lors de cette même assemblée, un comité de grève est élu ainsi qu'un président et un trésorier. Le comité a pour tâches principales : l'organisation du piquet de grève, les contacts avec toutes les organisations locales (ainsi il obtient de la municipalité d'Union Démocratique la livraison gratuite de 40 repas par jour ainsi que des lits et des couvertures), les négociations avec la direction sur la base du cahier de revendications élaboré en assemblée générale :

Premièrement :

- 1) garantie de l'emploi,
- 2) réintégration définitive des conducteurs licenciés,

- 3) non-admission de la reconduite indéfinie des contrats temporaires mensuels.

Deuxièmement :

- 1) paiement des jours de grève,
- 2) non-sanction à la suite de la grève.

Troisièmement :

- 1) assurance de dialogue pour augmentation des salaires,
- 2) attitude digne et respectueuse de la part de la direction générale et de ses représentants à l'égard de l'ensemble du personnel.

Quatrièmement :

Respect de la convention collective régissant notre corporation.

Les événements

Tout d'abord la direction refuse toute négociation. Mais bientôt, devant la combativité ouvrière, elle est obligée, sur intervention de l'inspecteur du travail, d'accepter une réunion avec les délégués élus et le président du comité de grève.

Après deux après-midi de négociations (le vendredi 12) elle accepte la rédaction d'un protocole sur la garantie de l'emploi (mais le 12 au soir il n'est pas encore rédigé), une augmentation de 20 centimes à partir du 1^{er} mars ; elle s'engage à ne prendre aucune sanction pour faits de grève. Elle est prête à discuter d'une augmenta-

tion de 10 centimes à Pâques et du paiement des jours de grève ; mais elle refuse catégoriquement la réintégration du travailleur licencié ainsi que le paiement des indemnités. Rendez-vous est pris pour le lundi 15 à 14 heures. Cependant sur des garanties orales les 40 chauffeurs du dépôt d'Aubervilliers reprennent le travail.

La direction organise la répression

Pendant le week-end tous les chauffeurs reçoivent une lettre de mise à pied pour avoir quitté le travail sans autorisation (sic). Certains reçoivent aussi la lettre de menace suivante bien évidemment anonyme :

Madame, Monsieur,
Nous attirons votre attention sur le fait que la violence attire la violence. Vous êtes de ceux qui avez saboté et menacé hommes, femmes et enfants. Attendez-vous donc aux mêmes ennuis, mais multipliés par dix, ce sera désormais notre loi du talion.

Pour un œil, les deux yeux.
Pour une dent, toute la gueule.
Protégez-vous tous en famille.

Le lundi, dans la matinée, la direc-

tion arrive au dépôt pour faire effectuer un constat d'huissier.

Peu de temps après, quarante hommes armés font irruption dans le dépôt et en chassent le piquet de grève. La suite des événements prouve que les travailleurs ont eu affaire à un commando de la C.F.T. Citroën dirigé par la direction.

A 14 heures, les délégués (sans le président du comité de grève) négocient sous la menace et n'obtiennent rien de la direction, sinon les 20 centimes au 1^{er} mars et des garanties orales sur les suites de la grève.

L'inspecteur du travail organise alors un vote à bulletin secret. Malgré toutes les pressions, il y a encore 55 % du personnel présent pour refuser de reprendre le travail. Deux nouvelles tentatives de négociations restent sans effet. Les travailleurs sont massés devant la porte du dépôt face à la police patronale. Le camarade licencié intervient, alors, et conseille aux travailleurs de rentrer. Ce que fait la grosse majorité du personnel. Mais un petit noyau ne veut pas capituler mais ils savent tous qu'ils reculent pour mieux sauter.

Le rôle des militants P.S.U.

Contactées dès les premiers jours de la grève les sections locales du parti ont été en contact permanent avec le piquet de grève.

Elles ont organisé le soutien financier sur la ville et la popularisation par tracts de la lutte des travailleurs de Citroën. Nous sommes intervenus en direction des travailleurs des usines Citroën de Levallois, en direction des habitants de Levallois et des villes tête de ligne (Rouen, Elbeuf, Nantes, etc.).

Nous ne pouvons par manque de place, tirer les conclusions politiques de cette lutte et aussi parce que nous avons besoin d'un certain recul par rapport aux événements. Mais il est impératif de continuer le soutien financier aux camarades de Citroën et de mobiliser nos militants pour organiser la riposte aux répressions qui ne manqueront pas de s'abattre sur les travailleurs malgré les garanties orales de la direction Citroën. Celle-ci est tristement célèbre pour les exactions continues qu'elle perpète contre les travailleurs.

● Soutien financier M. Huffmann C.C.P. 2137 295 Paris.

Saint-Jean-de-Maurienne

Une répétition générale

C. Mauguier

Depuis quelque temps, la direction de l'usine employait différents moyens de pression :

— lettres individuelles s'adressant aux familles (avec commentaires sur les difficultés techniques pouvant entraîner, par la suite, des licenciements...);

— articles de presse ;
— harcèlement de la maîtrise ;
— répression de l'action syndicale, etc.

A nouvelle pression...

Le 4 mars, elle fait part de son « intention » d'arrêter une série d'électrolyse et... passe aux actes. Questionnée, elle reconnaît qu'elle n'a pas de raisons techniques pour le faire aussi tôt et en catastrophe.

L'arrêt de cette série était envisagé depuis plusieurs mois (elle est la plus ancienne de l'usine). Quant aux motivations commerciales, il faut préciser que la capacité annuelle de 8.500 tonnes de celle-ci représente 2,6 % de la capacité totale de Pechiney-France (et moins de 1,5 % de la production du groupe en 1970).

Cet acte ne résout donc rien, mais constitue bel et bien un nouveau moyen de pression sur les travailleurs.

Le 5 mars, Durbet (ex-député U.D.R.), contacté par la direction de l'usine, organise chez lui une réunion des grévistes..., à laquelle aucun ne se rend ; les syndicats (C.F.D.T.-C.G.T.) qui n'y avaient, bien sûr, pas été invités, s'y rendent pour explications...

Le 7 mars, les travailleurs de Saint-Jean, Montricher, La Praz, Calypso, La Saussaz rappellent à la direction générale de la compagnie leur volonté d'obtenir une réunion paritaire.

Le 8 mars au soir, à Paris, refus pur et simple de la direction.

De retour en Maurienne, les délégués exposent la situation aux camarades des usines.

Le 10 mars, les travailleurs de la Maurienne et leurs organisations syndicales décident d'adopter une autre forme de lutte.

... nouvelle forme de lutte

Ainsi, il est décidé de reprendre le travail pour le 12 mars, après avoir établi un canevas qui permettra de maintenir un climat revendicatif constant ; c'est pour en fixer les modalités qu'est organisée la journée du 11 mars :

● grève générale de 24 heures des huit cents travailleurs de Saint-Jean et de leurs camarades de La Saussaz et Montricher (l'usine de La Praz avait commencé la veille).

● manifestation dans la ville et devant la sous-préfecture.

● assemblée générale où les travailleurs dressent un bilan.

Un bilan assez maigre...

Sur le plan quantitatif, le résultat est modeste après quatre semaines de grève,

● réexamen des postes de travail et redéfinition de certaines catégories, notamment les plus basses ;

● augmentation du salaire de base allant, pour les coefficients 115 et 125, de 12 à 25 F par mois ;

● prime de fonderie augmentée de 5 centimes/heure ;

● plafond de la prime de sécurité passant de 60 à 65 F, les catégories intermédiaires étant aussi relevées de 5 F ;

● étalement des retenues de salaire pour temps de grève sur 3 ou 4 mois ;

● prime de douche calculée sur le coefficient 135 au lieu de 125.

... mais des perspectives fécondes

Sur le plan des capacités de lutte, les orateurs estiment que ces 28 jours ont été somme toute féconds et qu'ils portent le germe de succès futurs.

● la forme de lutte adoptée est valable, compte tenu des structures locales en effectifs et en catégories professionnelles (avec parcellisation de l'action sur un secteur clef d'une usine).

● la prise de conscience des travailleurs quant à l'unanimité des revendications (en insistant aussi et surtout sur le fait que nombre de besoins essentiels, non spécifiquement « alimentaires », ont été exprimés et doivent devenir un constituant majeur et constamment reconnu comme tel dans les luttes futures),

● la nécessité de l'unité syndicale et d'un soutien très large, à l'échelon national, compte tenu des structures du groupe,

● une juste analyse de conjoncture s'avère utile (au niveau atelier, usine, ensemble géographique et professionnel) afin de « moduler » les actions en cours ou en gestation,

● la compréhension de tous ces éléments par les travailleurs est globale et acquise ; c'est pour cette raison qu'ils décident de montrer désormais constamment au patron que ce n'est pas fini et que la volonté de gagner existe.

Une nouvelle étape

C'est ainsi que la seconde phase du mouvement prend corps ; en même temps que le travail reprend, organisation de mouvements tournants et inopinés dans un service ou un atelier. Pour la résolution des divers incidents pouvant se produire en usine, on fera appel au maximum aux cadres, histoire de vérifier le bien-fondé du vieil adage qui veut que le mieux soit l'ennemi du bien... □

Paris aux travailleurs

Lucien Saintonge

« La Capitale aux capitalistes ? NON ! PARIS AUX TRAVAILLEURS ! »

« Imposons le relogement sur place ! »

« Non à l'urbanisme de classe ! »

« Les promoteurs sont les casseurs ! »

« Rénovation : oui ! Déportation : NON ! »

Brandissant des pancartes et scandant ces mots d'ordre, une centaine de militants et de sympathisants du P.S.U. et de Lutte Ouvrière ont remonté l'avenue d'Italie, dans le XIII^e arrondissement, depuis le Prisunic du « Périscope » jusqu'au bureau de vente de « Galaxie », deux symboles de l'opération « main basse sur la ville » qui frappe les derniers arrondissements populaires de Paris.

La presse à Galaxie

Il s'agissait, pour les listes « Paris aux travailleurs », de profiter de la campagne municipale pour marquer un temps fort dans le travail prolongé que des militants mènent depuis plusieurs années dans ces quartiers. Nous avons donc convié les journalistes à cette manifestation, afin de dresser devant

eux un bilan. Où tenir cette conférence de presse ? Mais tout simplement — et très confortablement ! — dans le salon de l'appartement témoin de l'opération « Galaxie », occupé sans coup férir à l'issue de la manifestation !

Un candidat au 13^e arrondissement donna d'abord un aperçu général sur la signification sociale et politique de la rénovation de Paris, sur les méthodes des banquiers — promoteurs et de l'administration à leur service, sur la riposte de la population.

Le 13^e était un arrondissement bien placé, mais populaire... Pour les promoteurs, c'était une magnifique occasion de faire de gros bénéfices en achetant les immeubles décrépis et en reconstruisant à la place un quartier résidentiel réservé à une clientèle de nantis, lasse des petits tracas (transports...) de la vie en banlieue, style Parly II. Pour l'Etat, c'était l'occasion rêvée de se débarrasser définitivement d'une population remuante et « mal-votante », et de la déporter dans des H.L.M.-clapiers, quelque part sur l'autoroute du Sud.

Deux traits particulièrement scandaleux de cette collusion : tout

d'abord la procédure employée, dite « aménagement concerté » qui permet aux promoteurs d'user à leur profit du droit d'expropriation sur un quart de la surface du quartier (droit jusque-là réservé à la « puissance publique »). Ensuite, le cas de l'opération « Olympiade », construite par un promoteur privé, pour les classes aisées, sur un terrain appartenant à l'Etat : la gare des Gobelins ! Cet exemple suffit à montrer que la « municipalisation des sols » n'a en soi aucune portée socialiste dans un Etat capitaliste, et que ce dont il s'agit pour nous, c'est bien du contrôle des travailleurs sur l'affectation des sols.

Du théâtre-tract

Puis, un candidat du XX^e arrondissement prit la parole en insistant sur les thèmes publicitaires utilisés dans son quartier : « Altitude 125 », « l'air et la lumière », etc. (la colline de Belleville est relativement à l'abri de la pollution atmosphérique). Ainsi, c'est la qualité même de la ville (et de la vie) qui est explicitement confisquée aux classes populaires, et réservée aux riches...

Enfin, un candidat du XV^e arrondissement (« bientôt, un nouveau XVI^e ! ») s'attaqua aux méthodes des rénovateurs publics et privés concernant les foyers de travailleurs immigrés, à la pratique des « marchands de sommeil », à leur collusion avec les promoteurs et l'administration (rue Fondary, rue Mademoiselle, etc.).

Pendant que se déroulait cette conférence de presse, la manifestation se poursuivait sur le trottoir devant le bureau de vente. La police arrivée sur les lieux jugea plus prudent de ne pas intervenir (sans doute intimidée par la présence de la presse et de nombreux candidats à l'investiture populaire).

Une petite équipe de militants interpréta alors deux saynètes : une contre la répression (caricature d'une audience en flagrant délit), une autre sur la lutte victorieuse menée par les gardiens du 18 rue Vaudrezanne, avec l'aide du Comité de défense des locataires et de leurs voisins, contre les promoteurs rapaces de « Galaxie » qui refusaient de les reloger !

Ce type de « théâtre-tract » est facile à réaliser par n'importe qui, à condition de « styliser » fortement l'action et les personnages. Les acteurs peuvent d'ailleurs être quasiment tous amateurs, il suffit d'un bon bonimenteur armé d'un tambourin pour commenter la scène et dégager les leçons politiques.

Ce genre de manifestation peut être plus efficace que des milliers de tracts ronéotés. Un petit conseil pour finir : choisissez un jour où il ne fait pas trop froid, et... assurez-vous qu'il n'y a pas un match très important à la télé à cette heure-là ! □

Boxe et politique

Eliane Schweitzer

Se battre avec ses poings, oui, mais en lever un, droit au-dessus de sa tête, non. Le sport est neutre. Pas de politique. Après tout, il ne s'agit que de muscles.

Mais alors, que viennent faire tous les gros bonshommes à l'arrière des rings, des stades, dans les vestiaires ? Pourquoi ces montagnes de graisse demeurent-elles tant attachées aux muscles des autres ? Le problème n'est pas neuf. Nos ancêtres avaient déjà découvert que le muscle « ça rapporte ». La chair à champion se trouve toujours au même endroit : chez les hommes qui n'ont rien d'autre que leur force physique à offrir à la société. Démunis, il ne leur reste que ce moyen pour espérer « s'en sortir ». Devenir champion ou aller en usine, le choix se pose ainsi à tous les Noirs, paysans ou fils d'ouvrier un tant soit peu bien bâtis.

Entrés dans le circuit sportif, ils deviennent des pantins, amusent le pu-

blic et rapportent du fric à certains. Lorsqu'ils sont réellement les plus forts, la société les « consacre » : ils ont le droit à une photo dans la presse et à de longs articles chantant les louanges de l'Amérique, la France ou la Suède... selon le pays d'origine.

La médaille pend peut-être au cou du vainqueur, mais les Nixon, Pompidou et consorts se les approprient très vite. Le cou sans médaille n'a plus d'existence. C'est l'homme qui continue à se faire vider des restaurants blancs quand il est noir et qui demeure en proie à l'oppression quotidienne. Il s'agit toujours de « promotion » instantanée.

Cassius : une voix

Pourtant, quelques rares éléments essayent d'échapper à cette sordide corrida. Ils ressemblent comme tous les autres au taureau que l'on oublie une fois mis à mort. Mais ils profi-

tent d'être dans l'arène, sous le regard de milliers de spectateurs, pour faire passer leur révolte et celle des opprimés plongés à jamais dans l'anonymat. C'était le cas de Cassius, cela a aussi été le cas des sprinters à Mexico. Cassius Clay avait, certes, des méthodes particulières, un langage étrange. Mais devant l'absence de possibilité d'expression et face au vide politique, les masses noires avaient fait leurs ce personnage et ses victoires. Il était devenu leur porte-parole. Mohamed Ali s'était identifié au niveau de conscience des masses pour qui, dans la redécouverte de soi-même, l'autonomie était une étape fondamentale.

Clay s'était rapproché des Blacks Muslims. De nouvelles valeurs ont surgi. Le passé négro-africain a été ressuscité. Sous la peau noire, il y a désormais un homme qui pense, imagine et vit. La communauté noire doit prendre conscience de son existence. Cassius, inlassablement, harcèle les foules, il est invincible, il est écouté. « Black is beautiful, les plus beaux fruits sont les plus sombres, y en a marre que la voie lactée mène au ciel. » Il met des grains dans les rouages. Il refuse d'aller au Vietnam, il refuse de prêter serment au drapeau américain, il est haï des

bourgeois. Ces coups de poings ne se limitent pas au ring.

Une défaite ?

Transformé en légende vivante, Cassius n'en demeure pas moins un boxeur. Les bras et les poings, cela s'use comme le reste. Frazier, son adversaire, a gagné. Il n'a pas gagné seulement un titre mais une promotion sociale, donc une tribune, un porte-voix. Il n'en fera rien. Il ne défendra peut-être pas les racistes, mais il ne les attaquera pas non plus. Les idées de Clay avaient d'autant plus d'impact qu'elles étaient formulées par une voix située au-dessus de celles des autres, donc mieux entendues. Clay a perdu sa voix. Mais le mouvement noir va probablement dépasser la phase autonomiste et les analyses des Blacks Muslims qui étaient révolutionnaires en leur temps. Et lorsque les couches opprimées auront trouvé une expression politique, elles ne passeront plus par les canaux du sport et du héros. Le petit « jeu à champions » de la classe dominante perdra toute signification. Bourgeois, ne vous réjouissez pas trop vite, car si Clay est mort, ses idées évoluent et sont vivantes chez beaucoup d'hommes qui se chargeront de remporter la victoire finale.

Les leçons du 1^{er} tour

Jacques Gallus

Ces élections municipales n'auront pas été un tournant dans la vie politique française. Beaucoup parlent de stabilité, voire de désintérêt du corps électoral.

Remarques sur l'implantation locale des partis

Il n'est bien entendu pas question de comparer les résultats nationaux de chacun des partis puisque ces résultats agrègent des données totalement hétérogènes. Ne disposant pas d'autre part de statistiques d'ensemble relatives aux villes de plus de 30.000 habitants, il nous faut procéder à des analyses ponctuelles en essayant de définir des tendances suivant les régions.

Une des tendances les plus nettes est la poussée majoritaire dans le Sud-Ouest. D'une façon générale les vieux notables radicaux et socialistes perdent du terrain quand ils ne perdent pas leur mairie. Leur défaite la plus grave est sans doute celle de Toulouse où le « socialiste » **Bazerque** serait probablement battu au second tour si **Marchais** ne volait pas à son secours. Mais la majorité conquiert également la mairie de **Castres** aux dépens du parti radical. Elle progresse également à Montpellier, **Périgueux**, Narbonne, Carcassonne et Albi entre autres.

En ce qui concerne le **Sud-Est**, le fait à noter est la progression des listes de gauche. Hormis le cas de Valence étudié plus loin, il faut souligner la victoire de **Fillioud** (C.I.R.) à Romans sur un sortant républicain indépendant. L'échec de **Comiti** à Marseille contre Defferre est net : il espérait une lutte serrée alors qu'en définitive il ne l'emporte dans aucun des huit secteurs. Mais dans cette municipalité, la défaite du P.C. est encore plus sèche que celle de la majorité, puisqu'il est en recul

dans tous les secteurs. En revanche, le P.C. va conquérir la mairie de Arles aux dépens du parti socialiste, **Mermaz** à Vienne bat la majorité, **Pradel** à Lyon voit sa majorité réduite.

De même dans l'Ouest la majorité perd souvent du terrain face à la gauche comme à Lorient ou à Vannes, fief de R. Marcellin. Mieux, la gauche gagne la mairie de Laval avec R. Buron (Obj. 72) et consolide sa position au Havre et à Saint-Brieuc, malgré la défection du P.S. de la liste de notre camarade Le Foll.

Au contraire, la gauche, et surtout le Parti communiste ont de mauvais résultats dans les grandes villes du Nord. Il y a bien sûr les progrès sérieux d'Ortoli face à Augustin Laurent à Lille, la lutte de ces deux « vedettes » contribuant d'ailleurs à lamener les autres concurrents, c'est-à-dire P.C. et P.S.U. Cette onde de choc due à un grand duel se manifeste également à Toulouse comme elle s'était produite aux élections législatives partielles de Nancy et de Bordeaux.

Mais en dehors de Lille, c'est la perte de vitesse générale du P.C. à Tourcoing, Valenciennes, Douai, Cambrai, Roubaix et Lens qui est à noter. Tous ces reculs n'étant que peu compensés par la conquête de la mairie de Calais sur l'U.D.R.

De cette analyse régionale se dégagent quelques grandes lignes : la majorité piétine dans la plupart des régions, démontrant — à l'encontre des déclarations du Secrétaire général de l'U.D.R. Tomasini — l'incroyable sur-représentation dont elle jouit à l'Assemblée nationale. Le centre en tant que famille politique autonome s'effrite de plus en plus et ne doit qu'à des succès personnels — mais brillants : Lecanuet à Rouen, Martin à Nancy, Médécine à Nice — de ne pas disparaître. L'alliance de la social-démocratie avec le centre a souvent donné de mauvais résultats à l'inverse

de ceux des alliances avec les communistes. Le P.C. consolide ses positions acquises, en particulier dans la région parisienne, mais stagne voire recule ailleurs.

Les résultats du P.S.U.

Il est très délicat de vouloir opérer des comparaisons entre les résultats obtenus par le Parti dimanche dernier et ceux obtenus au cours de précédentes consultations. En particulier, il est impossible de comparer avec les municipales de 1965. Premièrement parce que le P.S.U. faisait alors très souvent liste commune avec le P.C. ; et deuxièmement parce que le P.S.U. était très différent du P.S.U. d'aujourd'hui. Aussi, c'est aux législatives de juin 68 et aux présidentielles de juin 69 qu'il faut se reporter.

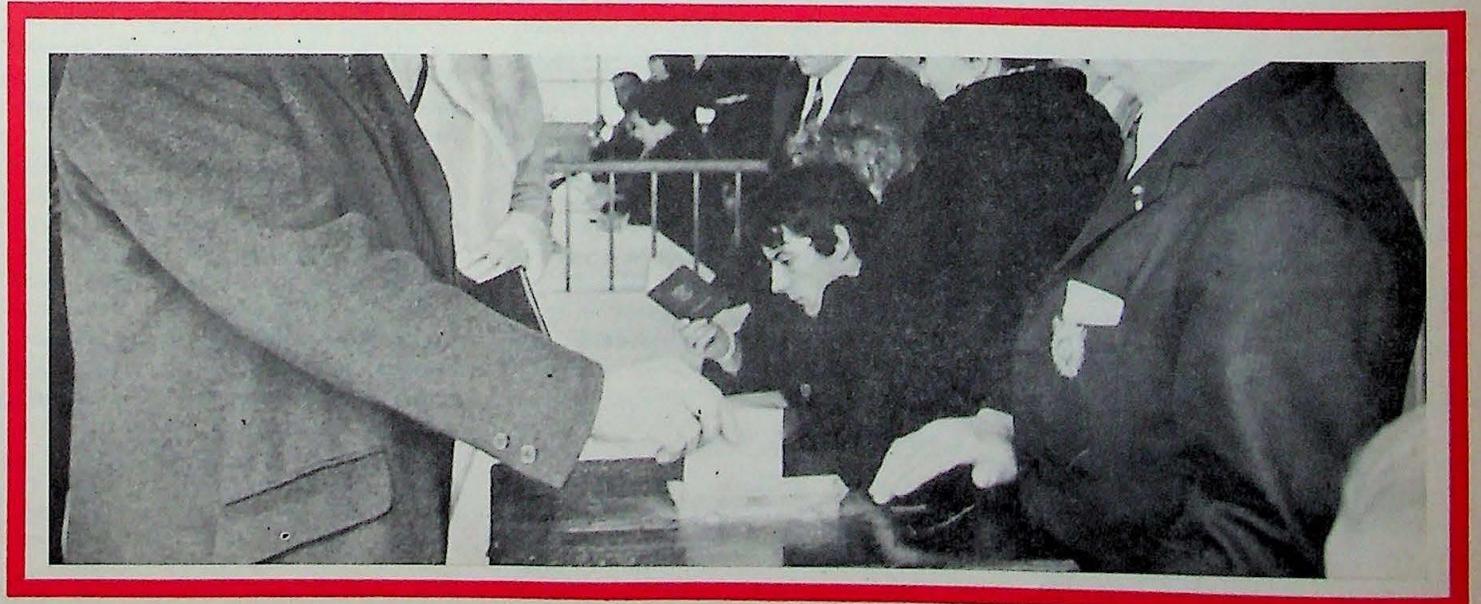
Comme lors des élections cantonales de mars 70, nos résultats sont supérieurs à ceux de 68 et 69. Seules quelques rares exceptions sont à signaler, Lille et Versailles en particulier où nous perdons 10 à 20 % de nos voix en descendant ainsi au-dessous du seuil des 5 %. D'une façon générale, dans les communes où le P.S.U. se présentait sans l'appui d'autres formations traditionnelles, les progrès sont très sensibles.

Progression continue

Dans la Région parisienne, les résultats dépassent souvent nos espérances et permettent de poursuivre l'avancée des cantonales.

Dans le Val d'Oise, les progrès sont très importants à Ermont et Eaubonne 15 et 12 % contre respectivement 6 et 5 %. A Sarcelles, malgré les remous internes à la section, nous recueillons 8 % contre 5,5 %. Peut-être en aurait-il été de même à Bezons, Argenteuil, Taverny ou Pontoise (17 % aux cantonales).

**ÉLECTIONS
MUNICIPALES
mars 1971**



● Dans la Seine-Saint-Denis, les résultats des cantonales sont brillamment confirmés dans les quatre communes où nous avons des candidats. Saint-Denis : 9,3 %, Aubervilliers : 10 %, Rosny et Aulnay : 7,5 %. Compte tenu des circonstances locales ces résultats sont très intéressants.

● Dans l'Essonne, la progression est moins forte qu'ailleurs, elle est pourtant certaine. Sainte-Geneviève-des-Bois et Yerres :

au second tour et ne cédera pas de sièges au P.C. qui a refusé l'alliance au premier tour. Cet effort d'implantation se reflète également dans le très remarquable résultat de Rennes où l'accord politique avec le P.S. et la C.I.R. permet à 25 % des électeurs de rejoindre le courant socialiste.

Le Sud-Est voit une accentuation de notre implantation aussi bien à Lyon qu'à Grenoble, Saint-Etienne, Chambéry ou Valence.

à Clermont-Ferrand, une liste d'unité populaire obtient 8,3 % des voix.

Des points d'appui

Dans les autres régions, certaines villes ont confirmé l'existence d'un fort noyau. A Nancy, Borella retrouve progressivement, après les remous provoqués par Servan-Schreiber, ses positions anciennes (9 % des voix). Montargis et Orléans confirment que le Loiret bouge (à Orléans 15 % contre 5 %).

Dans la région de Rouen, nous obtenons 13,5 % à Saint-Etienne-du-Rouvray et 8 % à Mont-Saint-Aignan.

Autour de Nantes, les communes limitrophes voient une forte poussée des révolutionnaires, en particulier à Bouguenais avec 38 %, Châteaubriand et Coueron avec plus de 15 %. Non loin de là, à La Roche-sur-Yon, 20 % des votants ont choisi le P.S.U.

Enfin à Auxerre, une liste avec le P.S. et divers éléments d'extrême gauche nous permet d'atteindre 22 %.

Dans le Nord, si la progression continue à Tourcoing, Arras et Roubaix, en revanche, Lille ne confirme pas la tendance générale puisque nous passons de 4 à 3 %.

Les listes de la "gauche unie"

Elles réalisent les bons scores que l'on attendait à Blois, Roanne, Bourges et Metz en particulier. Il faut souligner également qu'elles conservent la mairie de Colombes où le sortant P.C. gagne 50 % de ses voix par rapport à 1965 ; à Saint-Martin-d'Hères, le succès est également plus facile que prévu.

Au second tour, cette alliance peut battre la réaction à La Rochelle, Aurillac, Digne, Saint-Dizier et Tarbes sans qu'elle permette de gagner un grand nombre de voix.

Remarques sur Paris

Les performances du P.S.U. à Paris sont assurément une heureuse surprise. La moyenne de 6,38 % est nettement supérieure au seuil fatidique des 5 %. Mais c'est surtout le détail des résultats qui est encourageant. En effet, nous ne sommes au-dessous de 5 % que dans les seizième, dix-septième, septième et huitième arrondissements, c'est-à-dire dans les secteurs les plus bourgeois de la capitale. Au contraire, le P.S.U. acquiert une place importante par exemple dans les vingtième, dix-

neuvième et dix-huitième arrondissements, c'est-à-dire des quartiers populaires. Il est sûr que les listes « Paris aux travailleurs » auront su, son seulement par le nom qu'elle se sont données, mais par les actions de soutien aux luttes qu'elles ont menées, répondre aux aspirations populaires.

Il convient par ailleurs de rétablir la vérité sur les résultats obtenus à Paris par la majorité. Celle-ci se targue, et toute la presse de l'affirmer également, d'un progrès considérable dans la capitale. Or, cela est faux. Il y a stagnation de la majorité et le tableau suivant, utilisant les statistiques fournies par le Monde le prouve avec rigueur.

Ainsi, la majorité n'a pas progressé en pourcentage. Comment aurait-elle pu le faire d'ailleurs puisque la gauche a strictement conservé sa position, contrairement à ce que, logiques avec eux-mêmes, les commentateurs avancent. En effet, la gauche a eu 35 % des suffrages aussi bien en 1965 qu'en 1971 à 0,5 % près (extrême gauche incluse).

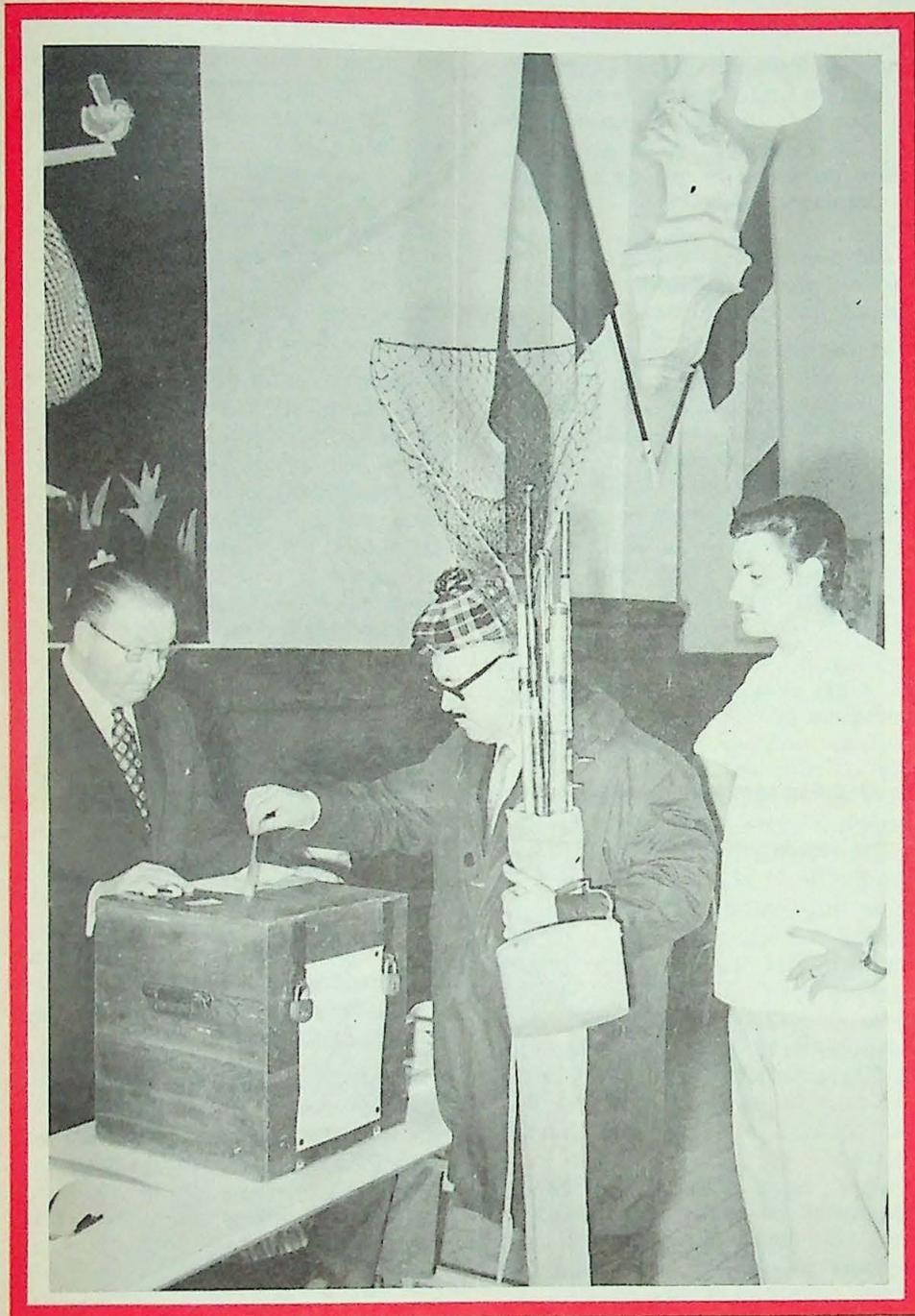
Ce qui explique sans doute l'illusion dont beaucoup sont victimes, volontairement ou non, est le déplacement des voix Tixier-Vignancourt de 1965 (9,1 %) vers les courants centristes ou gaullistes. Alors, de deux choses l'une : soit la majorité prétend que l'extrême droite ne fait pas partie d'elle et dans ces conditions, en effet, elle a progressé d'une élection à l'autre... en prenant des voix sur l'extrême droite ; et il faudrait alors le reconnaître. Soit, ce qui est plus conforme à la réalité, on admet que l'extrême droite fait partie de la majorité et dans ce cas, il n'y a aucune progression de celle-ci.

Quelles conclusions ?

Les enseignements qui se dégagent de ces élections sont pour notre parti clairs et encourageants.

La percée du P.S.U. est sans doute le seul élément véritablement nouveau du scrutin de dimanche. Mais il est d'importance. Car en passant souvent du seuil de 5 % à celui de 10 voire 15 %, notre parti et ceux qui se sont battus avec lui, sur des bases sans compromission, ont prouvé la crédibilité du mouvement révolutionnaire.

En définitive, au-delà de l'électoratisme et de l'enjeu municipal, ces élections sont riches d'espérances pour le courant révolutionnaire. Car dans le silence figé de la vieille gauche, il est clair que les travailleurs souhaitent le soutien concret de ce courant dans leur combat contre l'exploitation capitaliste.



8 % contre 6,5 %, Etampes : 6 % contre 5 %. Une exception, Savigny-sur-Orge où nous perdons un tiers de nos voix.

● Dans les Yvelines, le résultat de Versailles est inchangé depuis les dernières consultations, aux Clayes-sous-Bois, au Chesnay les résultats s'améliorent de près de 50 %. A Saint-Germain-en-Laye, la poussée s'accroît avec 13,2 % contre 8 % aux présidentielles et 12 % aux cantonales.

Confirmation et percée

Dans les régions où notre implantation est ancienne, notre présence s'accroît : à St-Brieux dans les Côtes-du-Nord ; dans le Finistère où notre camarade Prat obtient plus de 30 % des voix à Morlaix ; il maintiendra intégralement sa liste

A Lyon, notre progression est continue et nos camarades du Rhône ont obtenu de très bons scores ; 7 % à Lyon-Ville contre 5 et 6 % aux précédentes consultations ; 17,4 % à Bron, banlieue populaire, soit deux fois et demie plus qu'auparavant ; 12 % au lieu de 6 % à Caluire avec la C.I.R. ; 14,3 % à Villefranche contre 6 % ; 16 % à Saint-Priest, 6,6 % à Venissieux, 31 % pour la liste P.S.U. de Givors que l'Humanité appelle « socialistes et divers droite ».

En certains endroits, la percée est faite : 11 % à Saint-Etienne, 19 % à Chambéry, 19 % à Lons-le-Saulnier, 17,5 % à Dôle.

A Valence, la liste G.A.M.-P.S.U.-P.S.-C.I.R. est bien placée.

A Thonon-les-Bains, nous obtenons un quart des suffrages et

La majorité à Paris

	1 ^{er} tour municipales 1965	1 ^{er} tour municipales 1971
U.N.R. - U.D.R. - R.I.	38,10 %	43,11 %
Centristes	16,78 %	18,75 %
Extrême-droite	9,10 %	2,41 %
Total	63,98 %	64,27 %

Luttes étudiantes

Poitiers

Ça barde

De notre correspondant

En décembre (cf. T.S. n° 478), 3 000 étudiants de Poitiers étaient descendus dans la rue pour protester contre l'insécurité scandaleuse du campus (« La sécurité est trop chère pour les patrons », « A bas l'urbanisme de profit », « Ouvriers-étudiants, même combat pour la sécurité »). En décembre, il y avait eu des barricades, des flics, des grenades par centaines, des arrestations. En décembre, Poitiers avait connu la répression.

Et puis en janvier, ça s'était tassé. L'U.N.E.F.-Renouveau (lisez : UEC) ricanait déjà et s'apprêtait à refermer le dossier préoccupant des « gauchistes, maoïstes et autres irresponsables »... On allait pouvoir participer, pétitionner et motionner sans être dérangés...

Oui mais voilà ! Le mouvement de décembre n'était pas mort. Il avait seulement pris pour quelque

temps un cours souterrain et s'apprêtait à rejaillir, deux mois plus tard.

Car les militants révolutionnaires (P.S.U., groupes M.L. et inorganisés) avaient tiré les leçons de décembre. Pour beaucoup d'entre eux, les jugements globaux ou tout simplement faux du type « P.S.U. = bureaucrates, technocrates, socio-démocrates », « M.L. = sectaires, conspirateurs », « Maos = terroristes, putschistes » avaient fait place dans l'action à une convergence assez remarquable pour entraîner des conséquences dans l'organisation.

Doyen et recteur séquestrés

Depuis le début de l'année universitaire, nous étions 400 à attendre trois heures hebdomadaires

d'anglais indispensables à notre formation de futurs enseignants. « Pas de sous ! » avait-on répondu en haut lieu. Pourtant, nous avons accepté de jouer le jeu de la légalité : motions, démarches officielles, etc.

Alors on en a eu marre des belles paroles, et on a décidé de passer aux actes.

Mardi 16 février : Le doyen de la fac des Lettres est invité à une assemblée générale des étudiants afin de s'expliquer publiquement. En guise d'explications, il parle de tout et de n'importe quoi : de ses sept enfants, du budget des femmes de ménage, etc. Mais rien de concret en ce qui concerne le problème des heures d'anglais. « Pas de sous ! », nous répète-t-il.

Nous, on lui répond que le baratin, c'est bon pour la majorité silencieuse et l'UEC. Et puis, on a le mauvais goût de faire de la politique : Comment se fait-il en effet que cinq milliards aient pu être trouvés pour construire des facs d'un luxe provoquant et qu'on ne puisse pas payer un malheureux prof ? La seule explication tient en un mot : capitalisme. Les cinq milliards des facs ont été soutirés aux contribuables pour rentrer dans la poche de l'entrepreneur Hernandez, dont les liens avec le Conseil municipal et le gouvernement ne sont un secret pour personne... Payer un prof, par contre, ça ne profite pas aux patrons !

Donc, nous décidons de passer aux actes et, pour faire pression sur les autorités sourdes aux moyens légaux, nous retenons le doyen ainsi que le recteur, venu entre-temps « calmer les esprits ». Il est 15 h.

Pendant ce temps, réactionnaires et révisionnistes (profs du P.C., UEC) organisent la main dans la main la « résistance » et, poussant devant eux le personnel C.G.T. de la fac, réussissent à « libérer » nos hôtes. Il est 20 h.

La répression

Jeudi 18 février : Cinq camarades sont cueillis à leur domicile et accusés de « séquestration abusive ». Les vacances de février commencent le lendemain et les flics croient pouvoir nous prendre de vitesse. Mauvais calcul : A midi, dans les restaurants universitaires, la nouvelle des arrestations circule vite et la mobilisation est instantanée. Les copains risquent d'être jugés en flagrant délit dès l'après-midi et la peine qu'ils encourent va

de deux à cinq ans de prison. Dès 14 h, manifestation devant le Palais de Justice, sévèrement protégé par des C.R.S. et des gardes mobiles. Le mot d'ordre « On a tous séquestré Heitz » scandé par 500 copains décidés fait peur à ces MM. chargés de l'« ordre républicain » et de la « justice ». Il faut nous faire taire ! Les C.R.S. sont envoyés à la charge...

Le soir, nous apprenons que les cinq camarades arrêtés ont été inculpés mais remis en liberté provisoire. Cela ne nous suffit pas : réunis en assemblée générale, nous décidons de continuer jusqu'à l'arrêt total des poursuites. La colère est loin d'être tombée et une barricade est élevée sur la nationale qui traverse le campus. Une fois de plus les C.R.S. chargent.

Vendredi 19 : Nouvelle manifestation en ville. Mais on ne nous laisse pas le temps de nous rassembler : les C.R.S. sont au rendez-vous, plus nombreux et plus sauvages encore que la veille... Et nous sommes dispersés en petits groupes, qui continuent à affronter les flics jusqu'au soir. Puis nous nous replions sur le campus et nous construisons une nouvelle barricade, qui retient les C.R.S. jusqu'à 3 heures du matin.

Jeudi 25 : Nous décidons en assemblée générale de poursuivre et d'intensifier l'action. Une manifestation en ville apparaissant dangereuse, le principe de la barricade est retenu, faute de mieux. Mais cette fois, les flics dépassent les bornes (ils ont reçu des renforts : 690 C.R.S. plus 200 gardes mobiles, plus une cinquantaine de civils) : ils enfument le campus et **pénètrent dans la cité universitaire**. Bilan : cinquante arrestations et des dizaines de blessés (un copain a les dents brisées d'un coup de matraque, une fille enceinte est piétinée, il y a des nez cassés, des doigts cassés, des traumatismes crâniens...). Les copains arrêtés sont soumis à des vexations diverses : ils sont tondus au couteau, tabassés, passés à la lance à incendie...

Mercredi 3 mars : Grève totale en Lettres et en Sciences économiques, partielle en Droit et en Sciences. Un bâtiment de la fac des Lettres est occupé pour servir de lieu de rencontre et de coordination.

Jeudi 4 mars : l'administration, pour briser le mouvement, ferme

LES BROCHURES QUE FAIRE

PARUES

SERIE « LUTTES OUVRIERES »

N° 1 CATERPILLAR - GRENOBLE - 1969-1970

Un an de travail politique pour le développement et l'organisation des travailleurs de Caterpillar.

N° 2 LE P.S.U. PARLE...

- Bilan des assemblées ouvriers-paysans.
- Textes les plus importants majoritaires et minoritaires du Conseil National de Janvier 1971 - les débats sur la question syndicale.
- « Et maintenant ? » - débat avec Abraham Behar, Serge Mallet et Jean-Marie Vincent.

SOUS PRESSE

SERIE « LUTTES UNIVERSITAIRES »

N° 1 LA VICTOIRE DES LYCEENS - 17, 18 et 19 février 1971.

Des lycéens et des professeurs qui les ont soutenus, parlent du mouvement lycéen.

SERIE « LUTTES INTERNATIONALES »

N° 1 AVEC LES PALESTINIENS

Le symposium international du Koweït - 13/17 février 1971, présentation de Jean Mendelson - principales interventions - conclusion par Serge Mallet.

Chaque brochure 3 F - 10 brochures 25 F
Commandes à QUE FAIRE, 71, rue Dulong, Paris-17^e.
C.C.P. La Source 31-568.97

la fac des Lettres. Une assemblée générale des étudiants décide l'occupation de la fac de Droit pour réaliser le travail indispensable de contre-information et d'organisation du mouvement.

Le soir, une « boum » est organisée dans le grand amphithéâtre de Droit, avec orchestre pop et vin rouge. Jamais on n'avait vu ça : la fac de Droit aux mains des « gauchistes », un amphi plein de musique, le désordre dans une fabrique de magistrats, la fête dans le temple de la dignité ! Un véritable succès !

Bien sûr, il y a eu de la casse, mais à qui la faute ? Déchainés contre l'ordre répressif de la bourgeoisie, certains étudiants ne pouvaient rester indifférents devant le luxe provocant de la fac de Droit... Oui, il y a eu de la casse, et il ne saurait être question de nous lamenter sur les fauteuils défoncés et les radiateurs tordus. Ce qui est grave, ce ne sont pas les « dégâts » en eux-mêmes, c'est leur impact sur les travailleurs et l'utilisation facile qui en est faite par la bourgeoisie pour accentuer l'isolement des étudiants. En tant que militants révolutionnaires, nous ne pouvons donc approuver de telles déviations. Détruire l'université, ce n'est pas faire sauter des bâtiments : c'est balayer toutes les structures de formation de la bourgeoisie, et nous sommes conscients que cette destruction n'aura pas lieu de l'intérieur : seule la prise du pouvoir par le prolétariat permettra l'avènement d'une nouvelle culture !

Réaction et presse pourrie

Vendredi 5 mars : Le Conseil de l'Université décide la fermeture des cinq facultés pendant une semaine, jouant la carte de la démobilisation. Quant aux étudiants « modérés » (entendez : fascistes, U.J.P. et réactionnaires de tout poil), ils décident

Caen

Lycéens en lutte

Trois des lycées de Caen étaient déjà en effervescence depuis l'affaire Guiot, qui avait donné lieu à quelques meetings, quand, le jeudi 18 février, une militante du lycée d'Ils (lycée de jeunes filles) est interpellée par le censeur qui procède à une fouille de son sac. Il y découvre des tracts et un journal « Rouge ».

L'administration du lycée décide de faire passer cette camarade en conseil de discipline. Mais la riposte s'organise, un comité de lutte interlycée est créé. Le samedi 27 février, jour du conseil de discipline, le comité de lutte appelle à une manifestation qui regroupe sept cents lycéens et lycéennes devant les locaux administratifs. Face à cette situation, l'inspecteur d'académie refuse de se rendre au conseil, celui-ci se déroule dans le tumulte. Notre camarade n'est pas exclue, c'est une victoire.

Dans le même temps, quelques fascistes, sans doute exaspérés par cette reprise de l'action lycéenne, prennent prétexte de plusieurs distributions de tracts appelant à la manifestation pour agresser les distributeurs et brûler leurs tracts. Dans la presse locale, une organisation fantôme, le D.R.U., (défense des valeurs et renouveau de l'université) avoue être l'auteur de ces agressions. Certains professeurs et les élèves du lycée technique où se sont déroulés ces incidents, réagissent énergiquement et tiennent un sit-in à l'intérieur même de l'établissement.

Le jeudi 4 mars, mille lycéens et étudiants manifestent dans les rues de Caen pour montrer leur détermination et leur volonté de faire front contre toutes les provocations fascistes.

Le mouvement lycéen a montré son ampleur et sa combativité. Les lycéens du P.S.U. de Caen contribueront à son élargissement, son renforcement et son organisation. □

que tout ça est scandaleux et manifestent dans la dignité. Ils sont 150, 200 tout au plus, minettes en fourrures et futurs magistrats à pochette de soie qui défilent sous la protection des flics. Mais les journalistes (Centre Presse, Nouvelle République, Le Monde, O.R.T.F., Europe N° 1) en compteront 500 ! Il est vrai que leurs slogans « Gauchistes Assassins » (!!!!) et « Assez de pagaie » sont de nature à inspirer confiance à la bourgeoisie.

Mais que les matraqueurs d'opinion ne s'imaginent pas qu'ils pourront longtemps encore poursuivre impunément leur petit jeu d'intoxication : S'ils n'apprennent pas à compter dans les jours qui viennent, ils pourraient bien s'en mordre les doigts !

Premier bilan

Ce qui saute aux yeux, c'est l'absence de luttes intergroupusculaires. Mises à part l'A.J.S. qui se contente de distribuer des tracts ronflants et la Ligue qui joue le jeu du suivisme et de la récupération (sous le couvert de fantomatiques « comités de lutte »), les militants révolutionnaires (P.S.U., M.L., ex-G.P., inorganisés) forment bloc. Certes la réflexion théorique marque le pas sur l'unité d'action et les décisions sont souvent improvisées, mais tous, nous avons la volonté d'approfondir en commun nos analyses, afin d'éviter erreurs et tâtonnements.

Il nous faudra entre autres points éclaircir le concept de violence révolutionnaire et préciser les conditions du rapport dialectique entre actions minoritaires et ligne de masse. Il nous faudra aussi trouver le chemin qui permettra au mouvement de sortir de l'université. Confiné dans les limites du campus, le mouvement est voué au pourrissement, et l'intervention à l'extérieur ne saurait se limiter à des distributions de tracts. □

jeudi 18 mars

POLITIQUE Hebdo

numéro 24

- **Enquête dans les prisons : brisons les barreaux du silence...** Un entretien avec Michel Foucault et Pierre Vidal-Naquet.
- **La nouvelle crise.** Misère de l'économie bourgeoise et économie de la misère.
- **Italie : les bandes armées du patronat.** Le nouveau visage du fascisme.

*centenaire
de la Commune*

- **Trente-quatre livres sur la Commune.** Un bouquet pour le centenaire.
- **Notre cahier d'actualités : première analyse des municipales.**

ABONNEMENTS

France, un an : 100 F, six mois : 60 F
Abonnement couplé avec POLITIQUE AUJOURD'HUI, un an : 150 F

POLITIQUE HEBDO, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75 - PARIS 10^e
C.C.P. La Source 31-813-28

luttones internationales

Turquie

Une année de luttones

Jean-Yves Romo

Pays à 80 % agricole, sorti de l'époque féodale en 1927, grâce à l'action de l'armée dirigée par **Mustapha Kemal** (processus de révolution nationale), la Turquie est dirigée par une bourgeoisie au service de l'impérialisme (Etats-Unis et Allemagne principalement). Le président du Conseil, Demirel, compromis dans des scandales financiers réalisés sur les finances de l'Etat, n'est qu'une image de la corruption qui régnait dans les deux partis qui se partageaient le pouvoir : le parti de la Justice (46,5 % des voix aux élections de 1965) et le parti républicain du Peuple (28 %). Dans ce système de démocratie bourgeoise en voie de décomposition (de récentes scissions d'extrême droite dans le parti de la Justice confirment cette tendance) l'armée joue un rôle important. Un coup d'Etat militaire qui eut lieu le 27 mai 1960, porta au pouvoir pour un an les éléments les plus réactionnaires de l'armée. Le retour depuis 1961 au système parlementaire n'a pas altéré le rôle que peut jouer l'armée.

Dirigée par des officiers supérieurs au service des Américains, elle peut cependant jouer un rôle progressiste dans la mesure où tous les militaires de carrière sont restés fidèles à la tradition kemaliste antiféodale, antireligieuse et anti-américaine. Ce rôle ne doit pas cependant prêter à confusion. La déclaration du chef de l'armée de l'air en décembre dernier (déclarant l'armée prête à assumer le pouvoir) cache la pression militaire américaine.

L'impérialisme américain est prêt à jouer tous les rôles (même celui d'un pseudo-progressisme antimusulman et antiféodal) pour éviter la montée des luttones populaires.

Bien que revendiquée par un seul parti officiel le T.I.P. (parti ouvrier de Turquie), la lutte de classe a connu une vigueur nouvelle en 1970.

Depuis octobre, les révoltes paysannes se multiplient. Les grèves sauvages sans l'assentiment des syndicats ont éclaté durant tout le mois de décembre dans les grands centres industriels.

Ces luttones à l'intérieur de la Turquie sont relayées par la présence à l'avant-garde des grèves sauvages en Allemagne des travailleurs émigrés turcs (500.000 travailleurs turcs en Allemagne).

Les organisations ouvrières

Il existe en Turquie deux partis ouvriers. Le parti communiste turc (P.C.T.) et le T.I.P. (parti ouvrier turc). Le P.C.T. n'a pratiquement plus aucun lien avec les masses. Décimé par la répression dans les années 1950, assujéti à Moscou, il a eu du mal à s'implanter en Turquie où la tradition ancestrale antirusse s'est muée en anticommunisme farouche.

Le T.I.P. par contre a réussi à s'implanter grâce à son action dans le seul syndicat de classe : D.I.S.K. (confédération des syndicats ouvriers révolu-

tionnaires). On peut évaluer le nombre de ses militants à 50.000. Présidé par **Behice Boran** il lutte dans le cadre du système parlementaire. Il a deux députés au Parlement. Longtemps dominé par la tradition populiste, ce parti est aujourd'hui animé par plusieurs tendances qui mettent l'accent sur la lutte anti-impérialiste et la liaison avec les masses paysannes. La récente publication en Turquie des œuvres de Marx, Lénine, Mao, etc., a donné à ces tendances l'occasion de renouveler les analyses du parti. Le récent congrès du parti (29 octobre 1970) a confirmé la vitalité de ces tendances qui sont organisées clandestinement dans les facultés et les usines (un récent décret 28 décembre 1970, vient de les déclarer hors-la-loi).

Constituées à partir de la publication de revues dissidentes de la revue officielle du T.I.P. : « Emek » (travail), elles se sont organisées dans la T.G.O.F. (fédération de la jeunesse révolutionnaire de Turquie) avant d'entreprendre un travail politique dans les usines et plus récemment dans les campagnes.

Les tendances révolutionnaires

Dans le T.I.P. sont nées deux tendances : « La Clarté », revue socialiste dite aussi la « Clarté Rouge » qui groupe, outre des militants du T.I.P., une partie des anciens membres du parti communiste turc et un

L'état-major de l'armée turque vient de renverser le gouvernement Demirel. Cette intervention de l'armée fait suite à une année de luttones ouvrières, paysannes et étudiantes. En décembre dernier l'agitation anti-américaine dans les grandes villes universitaires (Ankara, Istanbul, Izmir) est venue relayer la colère populaire. Les attentats à la bombe contre les bâtiments américains se sont multipliés en janvier et février 71. Le sommet de cette agitation a été atteint par l'enlèvement de quatre militaires U.S. au début de mars. Par ailleurs l'extrême-droite appelait à une répression sanglante de ces actions anti-impérialistes. Encouragée par une partie de l'état-major de l'armée turque et les U.S., l'extrême-droite s'appuyait sur des sectes musulmanes fanatisées pour mener la chasse aux révolutionnaires. La police investissait les campus.

L'intervention soudaine de l'état-major déposant Demirel se prête à diverses hypothèses. Il paraît clair pourtant que l'armée est intervenue pour couper court à une situation qui devenait incontrôlable. Mais la lutte de classe traverse également l'armée. Décidée unilatéralement par l'état-major, la décision de former un cabinet militaire se présentant comme progressiste n'est qu'un pis-aller. Le rôle joué par les militants révolutionnaires dans les luttones anti-impérialistes s'accroît encore.



Face à ces organisations le pouvoir agit essentiellement grâce à la violence policière et l'entretien de bandes fascistes (recrutées parmi les groupes de fanatiques musulmans financés par la C.I.A., via l'Arabie Séoudite). Il entretient également l'existence d'un syndicat réactionnaire **Türk-İs** (confédération des syndicats ouvriers de Turquie) qui ne recule pas devant l'assassinat des militants révolutionnaires.

La jonction des luttones étudiantes et ouvrières a permis la poussée révolutionnaire de 1970. Les tendances révolutionnaires du T.I.P. ont profité de cette situation pour augmenter leur influence.

gros contingent des étudiants révolutionnaires organisés pour la plupart dans la T.G.O.F.

Ce groupe est dirigé par Mihri Belli. Il se réclame du marxisme-léninisme mais est hésitant sur la position à prendre vis-à-vis de l'U.R.S.S. Essentiellement implanté dans les facultés, il prône la « révolution démocratique nationale ».

« La Clarté révolutionnaire prolétarienne » (P.D.A.) née d'une scission de la précédente revue, accuse ouvertement l'U.R.S.S. de révisionnisme. Plus implantée dans les masses que la précédente tendance, elle édite un journal « Ouvrier - Paysan » diffusé à 50.000



M. Demirel, Premier Ministre démissionné.

exemplaires. En minorité dans l'organisation étudiante T.G.O.F., elle a un rôle beaucoup plus actif au sein du syndicat (O.I.S.K.) et au sein du T.I.P. Elle a également une position originale sur le problème kurde.

Elle défend la guerre populaire des peuples kurdes et turcs contre l'impérialisme. Influencé par les théories de Mao-Tsé-Toung sur la guerre révolutionnaire, ce groupe est le seul à avoir commencé un travail sérieux dans les campagnes.

Ces deux tendances sont partagées sur l'attitude à adopter vis-à-vis du T.I.P. où elles militent encore activement. La première s'est lancée dans des actions de commandos et est pratiquement en scission avec le T.I.P. La seconde par contre agit encore au sein du T.I.P. au sein duquel elle a avancé le mot d'ordre de « congrès socialiste » pour la formation d'un parti révolutionnaire unitaire. Outre ces divisions le T.I.P. et les militants révolutionnaires se heurtent au code pénal turc qui interdit toute propagande prêchant la lutte de classe.

Pourtant grâce à son journal « Ouvrier - Paysan », la tendance P.D.A. a pu récemment ouvrir deux bureaux en Allemagne (à Berlin et Munich) pour aider la lutte des ouvriers turcs immigrés.

Les autres organisations

Les autres organisations oppositionnelles au régime sont minoritaires par rapport au T.I.P. et ne se situent pas dans l'axe révolution nationale — révolution anti-impérialiste. On peut citer les militants regroupés autour de la revue A.N.T. qui défendent une action basée sur le socialisme scientifique, mais qui sont peu implantés.

L'autre branche de l'opposition groupe essentiellement des « kémalistes » de gauche (tout le monde vénère Mustapha Kemal en Turquie, même les dirigeants actuels qui s'appliquent à se cacher derrière le mythe de cet homme qui libéra la Turquie). Les kémalistes de gauche, bien qu'ils appuient les actions révolutionnaires et que leur journal s'appelle *Devrim* (révolution), représentent surtout une couche de la petite bourgeoisie.

Leur progressisme s'applique essentiellement à faire l'éloge du développement économique de l'U.R.S.S. et à prôner un pouvoir d'Etat « au-dessus des classes » appuyé par une révolution de l'armée turque restée sous l'influence socialisante de Mustapha Kemal.

Ce bref tableau des forces d'opposition en Turquie pose le problème de la stratégie socialiste dans ce pays. Les mouvements populaires anti-américains ont entraîné des masses de plus en plus larges. Le travail du T.I.P. et des groupes a permis une radicalisation de la classe ouvrière. Le problème de la liaison avec les ouvriers agricoles exploités dans les grandes plantations de coton ou les petites paysans de l'intérieur reste posé. Celui de l'armée également.

Chronologie

Décembre 1969.

— Terreur policière précédant l'arrivée de la 6^e Flotte, à Izmir. Deux étudiants révolutionnaires assassinés. Manifestations de masse dans les grandes villes.

— A Istanbul, résistance ouvrière dans l'usine de moteurs électriques Gamak contre la « purge ». Un ouvrier est tué par la police.

— Grève générale d'enseignants et d'instituteurs. Mesures de répression contre les syndicats d'enseignants et les enseignants grévistes.

— Déclaration de 69 officiers marins contre l'exploitation impérialiste en Turquie, contre la répression sur les étudiants révolutionnaires et les enseignants.

Janvier-février 1970.

— Manifestations de masses paysannes contre l'exploitation impérialiste dans la région d'Egée, organisées par le syndicat des cultivateurs de tabac.

Mars.

— Mouvements de masses étudiantes dans les grandes villes. « La semaine de l'Indépendance » contre l'impérialisme, à Istanbul. Nombreuses manifestations antiaméricaines.

Avril-mai.

A Istanbul, résistance ouvrière dans plusieurs usines, grève et occupations. A Zonguldak, grève dans les usines de houille, manifestation des mineurs. Dans la région de la mer Noire, mouvements des cultivateurs de thé qui occupent les usines de la Régie et démolissent les bâtiments des partis politiques.

Terreur fasciste à Ankara, un médecin militaire est tué par les étudiants réactionnaires qui attaquent l'université.

Agression générale des forces réactionnaires dans diverses régions de l'Anatolie, arrestations massives et agressions terroristes visant notamment la population de Silvan (à l'Est).

Occupation de l'usine d'étuveurs Sungurlu à Istanbul, par les ouvriers. Luites pour des droits démocratiques dans diverses usines. Occupation de terres par les paysans, à Olukpinar.

Congrès de Turk-T. Discussions sur la grève générale étouffée par les dirigeants.

Agression fasciste à l'École Supérieure du Journalisme, à Ankara. Un étudiant révolutionnaire assassiné par une bande fasciste.

Heurts entre les forces armées du pouvoir et le peuple, à Siirt : deux morts.

Nombreuses manifestations dans les grandes villes.

Projets de lois terroristes au Parlement, contre les organisations d'étudiants, sur les réunions et les manifestations, sur l'utilisation des armes, etc., visant à réprimer les luttes révolutionnaires.

Peines augmentées pour le port d'armes.

Juin.

Résistance ouvrière dans diverses usines d'Istanbul, notamment à Sungurlu.

Dans la région de la mer Noire, comités de résistances dans plusieurs villes contre l'exploitation dans les plantations de noisetiers.

A Degirmenkoy, les paysans dépossédés de leurs terres ont continué la culture sur ces terres malgré l'intervention de l'armée.

Manifestations paysannes à Palatli, et Tire.

Mouvements de cultivateurs de betteraves, de raisins et de coton.

Projet de révision de loi sur les syndicats et la grève. Grande manifestation ouvrière de 150.000 ouvriers à Istanbul. Répression armée, 3 morts, état de siège décrété par le gouvernement.

Nouveaux impôts, entre autres, ceux visant à éliminer les secteurs « parasites » et à accélérer le processus de la dépendance à l'impérialisme, à renforcer l'hégémonie de grands holdings.

Juillet-août.

A Izmir, le chef du syndicat révolutionnaire, dirigeant la lutte dans la raffinerie d'Aliaga, à Izmir, tué par les assassins au service de la réaction.

Dévaluation de 67 % de la valeur de la monnaie.

Octobre-décembre.

Répression policière dans les facultés.

Janvier-février 1971.

Attentats contre les bâtiments américains à Istanbul et Ankara.

Mars.

L'Etat-Major de l'armée dépose le gouvernement Demirel.



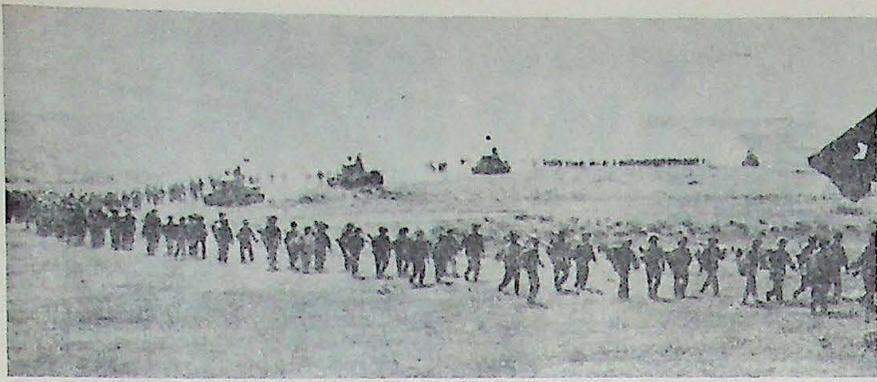
Laos

Échec à l'agression

J. Rennes

L'agression échoue au Bas-Laos. Washington et Saïgon ont été contraints de le reconnaître. Et pourtant, des moyens considérables ont été mis en œuvre : plus de mille avions, plus de trente mille vols d'hélicoptères en cinq semaines, une puissante artillerie, d'impressionnantes bases réoccupées par les Américains, et les meilleures troupes de Thieu.

Les Américains ont voulu camoufler l'échec en publiant des « bulletins de victoire » d'autant plus invérifiables que la presse n'a pas été autorisée à enquêter sur le terrain. Cependant, à la fin de la semaine dernière, il a bien fallu s'expliquer. On a tout d'abord appris que les « alliés » ne s'étaient pas établis à Tchépone. Hanoi le disait depuis huit jours ! Ensuite, il fut question de « mouvements tactiques », destinés à surprendre l'adversaire : il s'agissait en fait de replis, d'une retraite due aux coups portés par les révolutionnaires vietnamiens et laotiens. Il fallut ensuite à demi avouer que l'opération se terminerait plus tôt que prévu : fin mars, au lieu du début mai. Officiellement, il s'agit de partir avant la saison des pluies, qui ne commencera que dans six semai-



nes. A vrai dire, les fantoches n'ont pas réussi à tenir les secteurs envahis et ont dû plier bagages devant la pression adverse ; ils ont été parfois obligés de faire sauter leur artillerie que les hélicoptères américains avaient déposée sur les collines et qu'ils n'ont pas eu le temps de venir récupérer.

Ainsi donc, la « piste Ho Chi Minh » n'est pas coupée. La plus importante opération aérienne jamais lancée en Indochine a échoué. Les troupes de Saigon ont subi de lourdes pertes et n'ont pu remporter à aucun moment de réels succès. Conclu-

sion : même avec un appui américain sans précédent, les fantoches n'ont pas réussi à effectuer une percée. Le « test » de la « vietnamisation » se termine en débandade (plus ou moins cachée). Militairement, et plus encore politiquement, cette défaite va peser d'un poids très lourd sur l'avenir immédiat de la guerre d'Indochine. D'autant plus que, pendant l'invasion du Bas-Laos, le Pathet-Lao, le F.N.L. et le Front national uni du Cambodge n'ont cessé d'attaquer, montrant que l'opération ne les gênait pas sérieusement.

Thieu et Nixon peuvent qualifier

de « victoire » leur échec, mais comme leurs objectifs n'ont pas été atteints et ne le seront pas, comme ils devront expliquer pourquoi la guerre continue partout dans la péninsule, ils risquent de rapidement franchir de nouveaux degrés de l'escalade : reprise des raids massifs contre le Vietnam du Nord, ou même tentative d'invasion de ce pays (mais avec quelles troupes ?).

Nguyen Cao Ky a déjà annoncé d'autres opérations contre le Laos... pour mars 1972 ! Nixon ne peut attendre cette date pour « faire quelque chose ». Thieu, de son côté, a beau faire publier des bilans truqués, il serait étonnant que la population de Saigon soit dupe, même si la presse d'opposition est constamment saisie parce qu'elle dit tout haut ce que chacun pense tout bas. Il serait tout aussi surprenant que l'armée fantoche ne voie pas son moral baisser. L'échec au Laos aura aussi des conséquences sur les régimes pro-américains de Pnom-Penh et de Vientiane et, dans le sens contraire, sur les forces révolutionnaires laotienes, sud-vietnamiennes et cambod-

giennes dont les sources d'approvisionnement ne seront pas tariées.

Nixon espérait vaincre, du moins gagner du temps. En fait, son agression contre le Laos du sud a eu pour principal résultat de faire venir Chou En-Lai à Hanoi et de montrer que Pékin allait augmenter son aide à l'Indochine et se prépare à intervenir plus directement si le besoin s'en fait sentir. De même, en 1970, le putsch de droite à Pnom-Penh avait consacré l'union des peuples indochinois. Plus l'escalade progresse, plus la lutte révolutionnaire se renforce, plus se soude le bloc anti-impérialiste asiatique. L'échec de Nixon est de plus en plus patent, mais, comme Washington ne paraît pas décidé à céder, tout indique que l'on s'oriente vers une dangereuse intensification de la guerre de destruction de la part des Américains. Washington continue de montrer son refus de négocier à Paris, cependant que les compagnies pétrolières américaines se proposent d'investir en Indochine. Il faudra décidément d'autres défaites pour que l'impérialisme se décide à laisser libres les peuples indochinois. □

Guadeloupe

Les colonialistes français à l'œuvre

Réduire à la famine des travailleurs dont ils ne peuvent pas briser la détermination par la violence, voilà la véritable nature des colonialistes français à la Guadeloupe.

9^{ème} semaine de grève

En grève depuis neuf semaines, 40.000 travailleurs de la canne à sucre : ouvriers agricoles, petits planteurs et colons partiaires (1), mènent une lutte héroïque contre la coalition gouvernement colonialiste français - patronat usinier.

En grève pour faire aboutir leurs justes revendications, 27 F pour la

journée d'un coupeur de canne, 80 F pour une tonne de canne qui coûte 60 F à la production, les travailleurs de la canne à sucre se sont tout de suite heurtés à la coalition gouvernement-patronat.

La coalition gouvernement-patronat, refusant de donner satisfaction aux travailleurs, commence par utiliser la direction anti-nationale du Parti communiste guadeloupéen (P.C.G.). La direction du syndicat C.G.T., entièrement soumise à la direction anti-nationale du P.C.G., signe un accord avec le patronat, le 14 janvier, et appelle à la reprise. Cet accord a été immédiatement

dénoncé par l'ensemble des travailleurs, y compris les membres de la C.G.T.

Les légionnaires

La direction anti-nationale du P.C.G. s'étant révélée incapable de briser la grève, le gouvernement colonialiste français a alors confié la tâche à ses forces armées de répression. Les C.R.S. et légionnaires ont investi toutes les régions sucrières du pays. Des ouvriers agricoles, des planteurs, des responsables syndicaux sont arbitrairement arrêtés et jetés en prison. A Sainte-Marthe, le 1^{er} mars, un travailleur âgé a été battu à mort par les légionnaires.

Le Préfet menace de fermer définitivement les usines du pays.

Un usinier menace d'exécuter des travailleurs ; ainsi à Sainte-Rose, Comté, M. Aubéry, usinier, dégaîne son revolver face à des travailleurs en grève.

Malgré toutes ces trahisons, provocations, menaces, les travailleurs de la canne à sucre continuent leur juste grève.

Ne pouvant briser dans le sang la juste lutte des travailleurs de la canne à sucre, qui bénéficient du soutien de plus en plus large de l'ensemble de la population (ouvriers, étudiants, lycéens, prêtres...), la coalition gouvernement-patronat veut les acculer à la famine. Quand ils auront faim, ils seront bien obligés de reprendre le

travail, pensent les colonialistes.

De leur côté, la radio, les journaux réactionnaires, la direction anti-nationale du P.C.G. et son syndicat, la C.G.T., essaient de tromper les travailleurs et les poussent à reprendre le travail.

Mais malgré tout, la grève continue.

180.000 personnes réduites à la famine

La grève continue dans des conditions très dures, car pour la plupart, les travailleurs sont chargés de famille. Cela fait à peu près 180.000 personnes sans ressource depuis neuf semaines au moins. 180.000 personnes que le gouvernement colonialiste français et le patronat usinier veulent réduire à la famine pour briser leur détermination et obliger les grévistes à reprendre le travail aux conditions imposées. Les nazis n'auraient pas fait mieux.

En continuant leur politique d'exploitation féroce, les colonialistes français creusent eux-mêmes leur propre tombe. Le peuple guadeloupéen avançant chaque jour dans sa prise de conscience nationale, sous la direction de son organisation d'avant-garde, le G.O.N.G., est déterminé à mener jusqu'au bout sa lutte révolutionnaire pour l'indépendance nationale.

(1) Colons partiaires : paysans sans terre qui cultivent la terre des usines et versent à ces derniers 15 à 25 % de leur récolte.

La Réunion

Question écrite

M. Michel Rocard, député, demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer, quelles mesures concrètes il compte prendre pour assurer le déroulement normal des élections municipales dans l'île de La Réunion. L'usage systématique de la fraude et l'emploi de la violence contre des adversaires du gouvernement, avec la tolérance ou la complicité de l'administration, ont atteint dans le passé des proportions telles que le peuple réunionnais ne peut accorder aucune confiance aux consultations électorales.

Après une courte période de retour à la légalité, qui a vu la défaite de candidats gouvernementaux, il semble que les méthodes habituelles de provocation et d'utilisation des nervis aient recommencé de plus belle. Le gouvernement veut-il tout mettre en œuvre, y compris contre sa propre légalité, pour empêcher que le peuple réunionnais ne fasse connaître sa volonté de gérer ses propres affaires ? La situation est telle que personne ne pourra croire à la représentativité des résultats électoraux à La Réunion si des mesures précises et publiques ne sont pas prises immédiatement pour en assurer la régularité.

Le 8 mars 1971.

L'expulsion d'un étudiant palestinien

Le vendredi 26 février, Michel Abdel Massih apprend qu'il doit quitter le territoire français dans un délai de dix jours. Motif : « s'est livré à des activités à caractère politique incompatibles avec le statut de résident étranger ». Un motif qui ne tient pas, nous le verrons plus loin.

Une décision arbitraire

Michel est originaire de Jérusalem et sa famille a connu la vie des camps de Palestiniens. Etudiant à Londres à partir de 1965, il s'inscrit ensuite en doctorat de Droit, à Lille, en septembre 1971. Il est clair que la décision préfectorale est scandaleusement arbitraire : Michel ne s'est jamais mêlé des problèmes politiques français. Simple, quand Hussein massacre les Palestiniens en septembre dernier, il participe aux collectes de médicaments. D'une manière générale, dans le cadre de l'Union générale des Etudiants palestiniens, syndicat reconnu officiellement, il informe sur les objectifs de la révolution palestinienne.

Une riposte rapide et massive

Dès le lundi 1^{er} mars, une centaine d'étudiants vont lancer la riposte. Le développement du mouvement contre l'arbitraire va être très rapide. Généralisant un mode d'intervention efficace, les étudiants et lycéens mobilisés dans des comités de soutien à Michel vont expliquer oralement la situation à chaque cours, chaque amphi, chaque T.P. de toutes les facs et du campus d'Annappes.

Un meeting le mercredi réunit 400 étudiants. Les thèmes sont sans ambiguïté ! Soutien actif et déterminé à Michel, lutte contre la répression qui frappe les étudiants et travailleurs étrangers, volonté d'être informé sur les luttes de libération dans le monde. Deux décisions sont prises : création démocratique d'une coordination des comités de soutien issue du meeting et organisation d'une manifestation le jeudi.

A la manifestation du jeudi, 800 étudiants porteront des affiches. Interdite, cette manifestation ne peut atteindre le centre de Lille bloqué par les flics, mais, déjouant les barrages, elle se déroule pendant une heure et demie dans les quartiers populaires. L'écho dans la population est très favorable.

Lundi 8 mars, jour prévu pour l'expulsion, un meeting a lieu sur le campus. 1.200 étudiants enthousiastes et résolus à protéger Michel reprennent les slogans qui clament

sur un campus « redécouvert » : « Michel reste avec nous » !

Or, le préfet a déjà commencé à céder : 8 jours de délai en sus pour... « supplément d'enquête ». Sans doute espère-t-il faire pourrir le mouvement. Mais, au contraire, celui-ci va s'étendre et se durcir.

Le préfet envoie ses flics

Jeudi, nouvelle manifestation. Dans le lieu prévu et le centre de la ville, on se heurte à un bouclage policier jamais vu à Lille (au moins 2.000 hommes : C.R.S., gendarmes mobiles, compagnies urbaines occupent le terrain).

Toutefois, un premier regroupement de 1.000 étudiants a lieu à 17 h. 30 et subit une charge violente. Il y aura désormais deux manifestations : l'une partie d'assez loin traverse la ville en prenant de vitesse les forces de l'ordre ; l'autre se forme à la gare. Et c'est dans un enthousiasme indescriptible que les deux manifestations opèrent leur jonction au cœur même de la ville.

Durant deux heures, malgré de nombreuses charges violentes des flics, tout le centre sera occupé par plus de 2.000 manifestants. Ceux-ci sauront s'appuyer sur les quartiers populaires et maintenir leur présence jusqu'à 20 heures. La population manifeste son soutien actif et renforce à plusieurs reprises les manifestants.

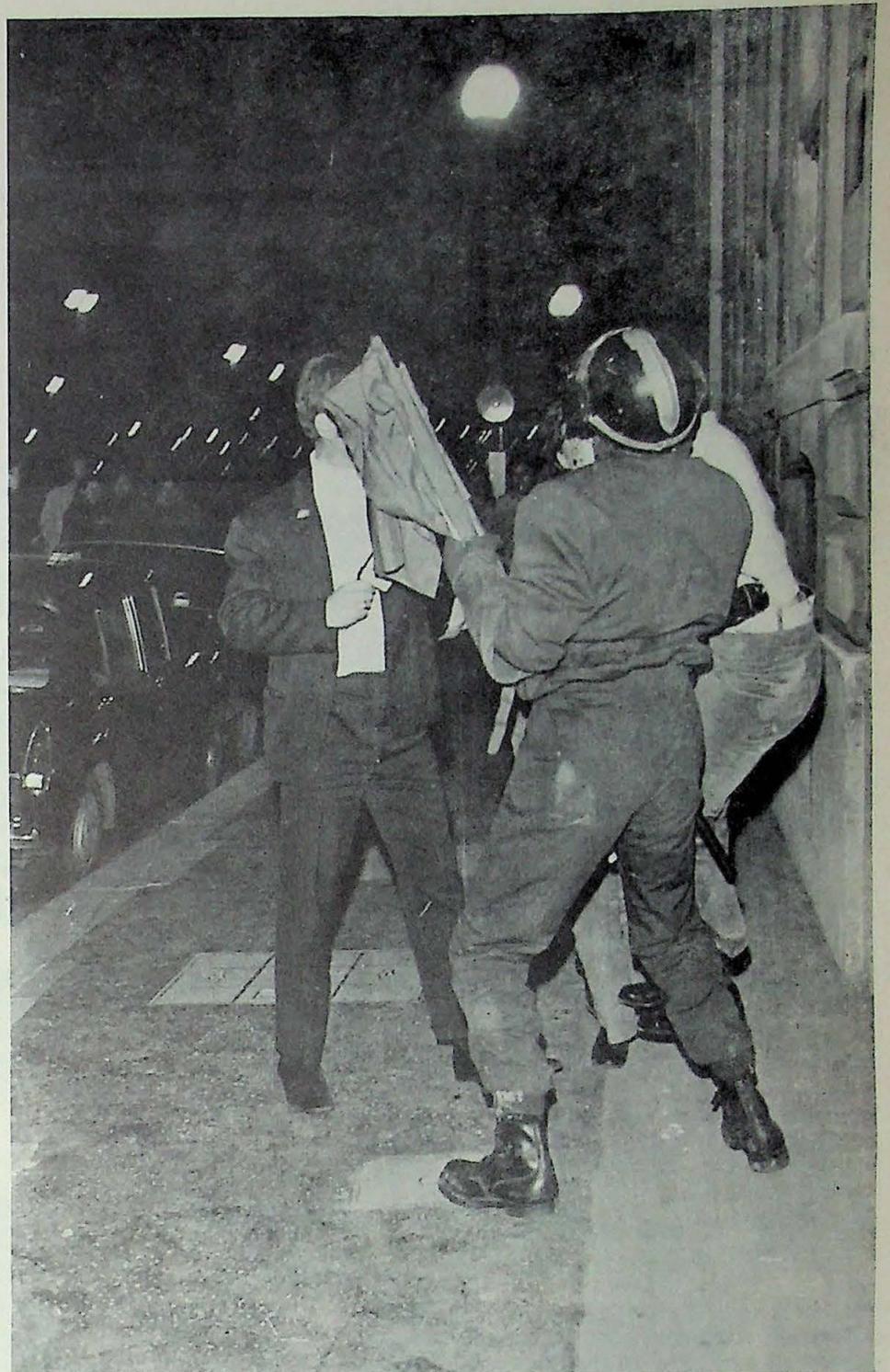
Un meeting le vendredi a décidé de lancer les forces désormais importantes du mouvement dans un travail d'explication auprès des travailleurs de Lille.

Déjà des leçons

L'action des syndicats ouvriers et enseignants s'est déroulée avec les armes dont ceux-ci disposent : délégations, pétitions, motions. Reconnaissons que dans une telle affaire, la lenteur de leurs appareils est un lourd handicap. Pourquoi néanmoins cette tiédeur (ou ce rejet de la part de la C.G.T.) à l'égard des comités de soutien unitaires, pourquoi cette absence aux manifestations ? Le mouvement de masse leur fait-il peur ?

Au contraire l'attitude des « groupuscules syndicalistes étudiants » Unef-Renouveau et A.J.S.-Unef a été clairement liquidatrice. Les premiers, absents tout au long de la lutte essayaient de la récupérer à coups de communiqués. Les seconds rentraient chez eux au milieu de la première manifestation, traitant les 800 manifestants d'aventuristes.

Le mouvement de masse s'étend. En ce lundi 15 mars, l'action se poursuit. □



Question écrite

M. Michel Rocard, député, appelle l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les conditions dans lesquelles le préfet du département du Nord a rendu un arrêté d'expulsion du territoire français contre M. Abdel Massih, étudiant palestinien demeurant à la Cité Universitaire de Lille, pour « activités de caractère politique incompatibles avec le statut de résident étranger ». M. Massih est membre de l'Union générale des étudiants palestiniens (G.U.P.S.), association déclarée. Les activités qui lui sont reprochées ne sortent pas du cadre de l'information sur la Palestine et du développement des relations franco-palestiniennes. De telles activités d'information sur le Moyen-Orient sont quotidiennes, aussi bien de la part d'étudiants palestiniens que d'israéliens.

M. Michel Rocard demande à Monsieur le ministre de l'Intérieur si l'arrêté d'expulsion contre M. Massih est une initiative préfectorale ou l'application de directives ministérielles. Dans le premier cas, n'y a-t-il pas détournement des pouvoirs conférés aux préfets des départements frontaliers pour des motifs concernant la sécurité des frontières. Pourquoi le préfet du Nord disposerait-il, dans une affaire de ce genre, de pouvoirs plus étendus que celui d'un autre département ?

S'il s'agit d'instructions supérieures, ne sont-elles pas incompatibles avec la politique de neutralité de la France et sa tradition d'accueil, s'agissant tout particulièrement d'un jeune homme dont la famille réside en territoire palestinien occupé ?

Quelles mesures Monsieur le ministre de l'Intérieur envisage-t-il pour que soit rapportée cette décision ?

Le 8 mars 1971.

Cinq questions à M. Marcellin

Communiqué du Bureau National

Le ministre de l'Intérieur a raté son opération. Il croyait en favorisant les grandes manœuvres des nazis d'« Ordre Nouveau » intimider les forces révolutionnaires et permettre le développement de bandes armées supplétives qui se chargeraient des besognes de répression anti-ouvrière et antipopulaire que la police officielle accomplit de plus en plus difficilement.

Mais son plan a échoué. Le déroulement des manifestations près du Palais des Sports le 9 mars a mis en pleine lumière la provocation. Nous posons à ce propos les questions suivantes :

1. Avec quelle aide et sous quelle protection les nazis d'« Ordre Nouveau » ont-ils pu coller vingt-mille affiches sur les murs de Paris ?

2. A la suite de quels ordres la police a-t-elle permis l'installation au Palais des Sports dès le

matin du 9 mars du service d'ordre militarisé d'« Ordre Nouveau » ?

3. A la suite de quelles consignes les C.R.S. et les policiers présents ce soir-là ont-ils agi de concert avec les nervis d'« Ordre Nouveau » contre les manifestants antifascistes ?

4. A la suite de quelles consignes les policiers ont-ils assisté impassibles au lynchage par « Ordre Nouveau » d'un spectateur antifasciste ?

5. Comment le gouvernement a-t-il toléré que des membres du M.S.I. italien et du N.P.D. allemand soient présents dans les rangs des nervis d'« Ordre Nouveau » ?

Les perquisitions effectuées à Censier, à Vincennes en même temps qu'au siège d'« Ordre Nouveau » ne doivent pas donner le change. Sous le couvert d'une attaque contre les extrémistes de gauche et de droite, le ministère de

l'Intérieur essaie de jeter un rideau de fumée sur ses propres agissements et tâte le terrain pour voir s'il peut procéder à une nouvelle interdiction des organisations révolutionnaires.

Le B.N. du P.S.U. dénonce solennellement cette politique ultra-réactionnaire qui fait peser de lourdes menaces sur les libertés des ouvriers, des paysans et des étudiants en lutte contre les conditions d'existence qui leur sont faites. Il appelle toutes les organisations se réclamant du mouvement ouvrier et du socialisme à mettre en pratique immédiatement une politique résolue contre les bandes nazies. Comme l'ont fait en 1934-35 les organisations ouvrières, il s'agit d'empêcher les fascistes de s'organiser, d'agir et de s'exprimer. L'expérience douloureuse des années 1940-1945 a suffisamment montré ce qu'il en coûtait de laisser faire ces bas-fonds de la société.

Le 12 mars 1971

Fascisme et dictature

Jean-Marie Vincent

Dans la mémoire de beaucoup de travailleurs, le fascisme et le nazisme qui se sont installés en France à la faveur de la défaite militaire de juin 1940 ont laissé un très mauvais souvenir. Pour avoir sous-estimé le réflexe d'hostilité que suscitent dans notre pays les parades fascistes M. Marcellin s'est brûlé les doigts dans l'affaire du Palais des Sports. Pour avoir négligé ou refusé de participer à la bataille antifasciste du 9 mars le Parti communiste français s'est mis en porte-à-faux par rapport à une partie de ses troupes qui n'aime pas s'en remettre au gouvernement pour lutter contre les bandes fascistes.

La sous-estimation du fascisme

Pour autant il n'est pas du tout assuré que la majorité des travailleurs, voire la majorité des militants politiques soient au clair sur les tenants et les aboutissants du fascisme. C'est pourquoi il faut se féliciter de la parution d'un ouvrage aussi sérieux que celui de Nicos Poulantzas « Fascisme et dictature » (1), essentiellement consacré à un examen critique des positions de l'Internationale Communiste face au fascisme (des années 20 jusqu'à la période des fronts populaires). Nicos Poulantzas part en guerre sans faux-fuyant contre le catastrophisme de l'Internationale, c'est-à-dire sa tendance à ne voir dans le fascisme qu'une forme passagère de dictature ouverte de la bourgeoisie, elle-même annoncia-

trice de la tempête révolutionnaire et de la victoire du socialisme. Il montre preuves à l'appui, que l'installation du fascisme ne peut se faire qu'à la suite de défaites successives du mouvement ouvrier et qu'on ne doit pas sous-estimer les effets destructeurs qu'il a sur la conscience et l'organisation de la classe ouvrière. Le fascisme devient une solution tentante pour la bourgeoisie, précisément parce que l'état de faiblesse des organisations se réclamant du socialisme est tel qu'il est possible de procéder à un remaniement complet du pouvoir en faveur du grand capital.

Il attire donc l'attention sur le processus complexe qui mène à la fascisation et qui entraîne dans son sillage des masses de plus en plus importantes, particulièrement des masses petites bourgeoises. Il cite à ce propos une phrase extrêmement lucide de Klara Zetkin en date du 23 juin 1933 :

« L'erreur du parti communiste italien a consisté principalement dans le fait de considérer le fascisme seulement comme un mouvement militaire-terroriste, non comme un mouvement de masse présentant des bases sociales profondes. On doit mettre explicitement l'accent sur le fait que, avant que le fascisme ne gagne militairement, il a déjà atteint la victoire idéologique et politique sur la classe ouvrière. »

Il examine donc de très près les crises idéologiques qui traversent les différentes couches sociales, grande bourgeoisie, moyen capital, petite

bourgeoisie et qui aboutissent à une crise du système politique en même temps qu'à une crise des partis traditionnels. En un certain sens, la recherche par la bourgeoisie d'une nouvelle forme de domination peut être mise en relation avec des transformations des conditions objectives (phase impérialiste du capitalisme des monopoles) mais Poulantzas montre très bien que tout ce processus n'a en lui-même rien d'inéluctable. Ni la crise économique de 1929 pour l'Allemagne, ni les difficultés consécutives à la première guerre mondiale en Italie ne suffisent à expliquer la montée du fascisme, il faut en réalité tenir compte des batailles politiques et idéologiques que se livrent les différentes fractions du grand capital autour du pouvoir et pour obtenir un appui de masse.

Des leçons actuelles

Nicos Poulantzas s'élève également et à juste titre contre les conceptions qui ne voient dans les mouvements fascistes que de simples instruments, manipulés en coulisse par la grande bourgeoisie. Le fascisme en tant que mouvement de masse a sa logique propre, il tend à l'instauration d'une forme particulière de régime d'exception (contre le mouvement ouvrier et les partis démocratiques traditionnels) qui, certes, favorise le grand capital, mais impose un certain nombre de contraintes à la bourgeoisie (colonisation de l'appareil d'Etat, prébendes nombreuses pour les dignitaires fascistes).

Mais les passages les plus actuels sont sans doute ceux où Nicos Poulantzas s'interroge sur la pénétration directe ou indirecte du fascisme dans la classe ouvrière. Il n'a pas de peine à réfuter des analyses superficielles qui parlent trop vite d'une influence de masse sur les travailleurs, mais il indique de façon très documentée comment des fractions non négligeables de la classe ouvrière ont été marquées par certains thèmes fascistes ou démoralisées par l'anticapitalisme frelaté des nazis ou des fascistes italiens. A cet égard, il fait une critique dévastatrice des thèses politiques du P.C. allemand et de l'Internationale Communiste vers 1930 comme ayant contribué au désarmement idéologique du prolétariat dans des phases décisives (ultra-gauchisme verbal, utilisation de thèmes nationalistes, etc.).

On regrettera seulement qu'il n'ait pas prolongé cette analyse des échecs par une analyse des succès remportés en France en 1934-1935, contre un fascisme embryonnaire, par le P.C.F. et la S.F.I.O. avant le tournant opportuniste du Front populaire. La leçon est pourtant d'actualité, car face à la crise grandissante de la société française, une tendance fasciste est en train de se chercher. En tout cas, par ses analyses Nicos Poulantzas nous appelle à l'écraser dans l'œuf par une lutte politique décidée combinant l'action dans la rue et l'explication politique.

(1) François Maspero 1970 en vente à la librairie de « T.S. », 23,70 F.